

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie face au défi de la sobriété énergétique

Face à une demande électrique record, l'APRUE appelle à une mobilisation nationale pour préserver les ressources énergétiques et renforcer la transition vers un modèle de consommation plus sobre. L'Algérie fait face à une évolution sans précédent de sa consommation d'électricité. Avec un pic historique de 21.378 MW enregistré en pleine période estivale, les besoins énergétiques du pays continuent de progresser sous l'effet conjugué de la hausse des températures, de la croissance démographique, de l'extension du parc immobilier et de la généralisation de la climatisation. P 3



ATTRIBUTION DU DROIT DE CHANGE PAR CARTE BANCAIRE

La Banque d'Algérie fixe les modalités

La Banque d'Algérie a publié l'instruction n° 07-2026 du 13 juillet 2026, relative au droit de change accordé aux voyageurs se rendant à l'étranger, via une carte de paiement internationale ou une carte dédiée. En effet, les modalités d'attribution sont désormais fixées et cette nouvelle instruction, signée par le gouverneur Mohamed Lamine Lebbou, entrera en vigueur le 19 juillet 2026 et abroge l'instruction n° 05-2025 du 17 juillet 2025, qui régissait jusqu'ici ce dispositif.

P 2

PRIX DU PÉTROLE AU PREMIER SEMESTRE 2026

Le Sahara Blend enregistre la plus forte hausse

Le pétrole algérien s'est distingué au premier semestre 2026 en enregistrant la plus forte progression en valeur parmi les principaux bruts arabes, profitant de la flambée des cours mondiaux provoquée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le prix moyen du Sahara Blend s'est établi à 96,04 dollars le baril entre janvier et juin 2026, contre 72,13 dollars durant la même période de 2025, soit une hausse de 23,91 dollars par baril, correspondant à une progression de plus de 33 %. Il s'agit de la plus importante augmentation en valeur parmi les références pétrolières arabes suivies par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

P 3

LANCEMENT DU PORTAIL NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

La e-gouvernance en marche

S'inscrivant dans la trajectoire de la stratégie nationale de transformation numérique (2025-2030), la mise en service du Portail national des services numériques structure la refonte de l'action publique en Algérie. Cet outil stratégique consacre la dématérialisation intégrale des procédures administratives. Il garantit aux usagers, particuliers et opérateurs économiques, une accessibilité optimale à distance à l'ensemble des services publics.

P 5

RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET MARCHÉ FINANCIER
**CRAPC Expertise entre
en Bourse** P 2

ANP, DGF, PROTECTION CIVILE...
**Mobilisation totale
pour lutter contre les feux
de forêt** P 16

VALORISATION DES SAUMURES ET
AVANCEMENT DES MÉGA-PROJETS
MINIERS
**Le gouvernement fait
le point** P 5

RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET MARCHÉ FINANCIER
**CRAPC Expertise
entre en Bourse**

Par Z R.

La filiale économique CRAPC Expertise, relevant du Centre de recherche en analyses physico-chimiques (CRAPC), est devenue la première filiale d'un centre national de recherche scientifique à intégrer la Bourse d'Alger. Une introduction qui marque un tournant inédit dans le rapprochement entre l'université, la recherche et le monde de l'entreprise. La cérémonie d'introduction officielle s'est déroulée, hier au siège de la Bourse d'Alger sous la présidence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, accompagné du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred. Cette opération est présentée comme un jalon stratégique dans la mise en œuvre d'un nouveau modèle économique fondé sur la valorisation des résultats de la recherche scientifique. Pour les pouvoirs publics, elle traduit la volonté de faire évoluer les universités et les centres de recherche d'un rôle essentiellement académique vers une participation active à la création de richesse, au développement de l'innovation et à la création d'emplois. L'opération a suscité un vif intérêt de la part des investisseurs, avec un taux de souscription ayant atteint 104,55 %, dépassant ainsi l'offre proposée. Ce résultat témoigne, selon le ministère, de la confiance accordée aux produits et aux solutions développés par la recherche scientifique algérienne, mais également de l'intérêt croissant des acteurs économiques pour les entreprises issues des établissements de recherche. Cette première entrée en Bourse constitue également une illustration concrète de la stratégie engagée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à renforcer les liens entre la recherche, l'industrie et le marché. Elle s'inscrit dans une dynamique de transformation des connaissances scientifiques en produits, technologies et services à forte valeur ajoutée, capables de répondre aux besoins du tissu économique national. Les responsables du secteur soulignent que cette démarche s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République en faveur de l'édification d'une économie de la connaissance, fondée sur l'innovation, la compétitivité et la diversification des sources de croissance. Elle participe également à la concrétisation du concept d'« Université 4.0 », qui place l'innovation, le transfert de technologies et l'entrepreneuriat au cœur des missions des universités et des centres de recherche. À travers cette introduction en Bourse, le ministère entend également renforcer l'autonomisation des universités et des établissements de recherche (University Empowerment), en leur offrant de nouveaux mécanismes de financement et de développement. L'objectif est de permettre aux innovations issues des laboratoires, notamment dans les domaines de la chimie, de la physique et des technologies appliquées, d'être transformées en solutions industrielles et commerciales compétitives, créatrices de valeur et de richesse.

ATTRIBUTION DU DROIT DE CHANGE PAR CARTE BANCAIRE

La Banque d'Algérie fixe les modalités

La Banque d'Algérie a publié l'instruction n° 07-2026 du 13 juillet 2026, relative au droit de change accordé aux voyageurs se rendant à l'étranger, via une carte de paiement internationale ou une carte dédiée. En effet, les modalités d'attribution sont désormais fixées et cette nouvelle instruction, signée par le gouverneur Mohammed Lamine Lebbou, entrera en vigueur le 19 juillet 2026 et abroge l'instruction n° 05-2025 du 17 juillet 2025, qui régissait jusqu'ici ce dispositif.

Synthèse Z R.

Cette instruction, n° 07-2026, intervient en application de la décision prise par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, portant attribution, à titre provisoire, de l'allocation touristique par le biais d'une carte bancaire, et non plus en espèces, « compte tenu des dépassements graves ayant entraîné une hémorragie de devises, sans que les personnes concernées ne bénéficient de cette allocation ». Selon cette instruction, « le droit de change pour voyage à l'étranger au profit des nationaux résidents est mis à la disposition du bénéficiaire au moyen d'une carte de paiement internationale ou d'une carte de paiement internationale dédiée au droit de change émise par les banques intermédiaires agréées, conformément à la réglementation en vigueur ». Le montant de cette allocation est fixé à 750 euros, ou son équivalent dans une autre devise librement convertible, pour les personnes âgées de 19 ans et plus, et à 300 euros, ou son équivalent dans une autre devise librement convertible, pour les personnes âgées de plus de 12 ans et de moins de 19 ans, dans la limite de deux enfants

par famille, précise l'instruction, qui souligne que le droit de change est accordé « une fois au titre de chaque année civile ». La carte de paiement internationale ou dédiée servant à la mobilisation du droit de change pour voyage à l'étranger est émise « à titre strictement nominatif » par la banque intermédiaire agréée, selon l'instruction, précisant qu'« elle ne peut être utilisée que par son titulaire et ne peut faire l'objet d'aucune cession, mise à disposition ou utilisation par un tiers ». Le demandeur du droit de change au moyen d'une carte de paiement internationale ou dédiée est tenu d'introduire, auprès d'une banque intermédiaire agréée, une demande de délivrance de cette carte « suffisamment à l'avance » en prévision de son voyage à l'étranger, ajoute la Banque d'Algérie dans son instruction, qui fixe la durée de validité de la carte émise à « trois ans au minimum ». Le droit de change accordé au titre des voyages à l'étranger, porté sur une carte de paiement internationale ou dédiée, « ne peut être utilisé que pour des opérations effectuées à l'étranger se rapportant au motif pour lequel il a été attribué », souligne la banque centrale. L'émission de la carte de paiement internationale ou dédiée servant de support à l'octroi du droit de change doit être adossée au

compte devises ouvert par le bénéficiaire auprès de la banque intermédiaire agréée, selon la même source, ajoutant que l'octroi de ce droit de change est subordonné à la détention d'un compte bancaire en monnaie nationale. Les banques intermédiaires agréées doivent procéder à l'émission et à la remise de la carte au profit de leurs clients « indépendamment de l'introduction de la demande de bénéfice du droit de change pour voyage à l'étranger, laquelle peut intervenir à une date ultérieure », est-il indiqué dans le même texte. Par ailleurs, les banques sont tenues, dans le cadre de l'attribution du droit de change pour voyage à l'étranger au moyen d'une carte de paiement internationale ou dédiée, d'inscrire sur le passeport du bénéficiaire le montant attribué, la devise correspondante et la date de l'opération, outre la déclaration sur la plateforme de la Banque d'Algérie dédiée au droit de change. Elles doivent également mettre en place des dispositifs d'assistance dédiés aux porteurs, comprenant notamment des centres d'appels et des canaux d'interaction digitaux, accessibles depuis l'étranger et disponibles 24 h/24 et 7 j/7, afin de traiter, en temps quasi réel, les incidents et requêtes susceptibles de survenir lors de l'utilisation des cartes à l'étranger, selon la même source.

UNIVERSITÉ

Ouverture aujourd'hui des préinscriptions en ligne pour les bacheliers 2026

Les préinscriptions et l'orientation des nouveaux bacheliers (session 2026) débiteront mercredi, exclusivement via la plateforme numérique dédiée à cet effet et se poursuivront jusqu'au 19 du mois en cours. Les bacheliers devront accéder au site des préinscriptions via le lien : <https://orientation-esi.dz> ou en scannant le code QR disponible sur le site, en utilisant le numéro d'inscription et le code secret du baccalauréat figurant sur le relevé de notes, pour consulter la liste des filières auxquelles ils sont éligibles, puis renseigner leur fiche de vœux par ordre de préférence parmi les choix autorisés. Selon la circulaire ministérielle N01 relative à l'orientation et à l'inscription des bacheliers 2026 fixant les règles générales régissant cette opération, l'orientation des étudiants repose sur plusieurs critères essentiels, notamment la filière du baccalauréat, la moyenne pondérée ou la moyenne générale,

selon le domaine ou la filière de formation, ainsi que les vœux du candidat, les capacités d'accueil des établissements d'enseignement supérieur et les circonscriptions géographiques. Le système adopté permet au nouvel étudiant de s'inscrire à une formation en présentiel ou à distance, conformément à la réglementation en vigueur. Il lui offre également, sous réserve de remplir les conditions requises, la possibilité de suivre simultanément deux cursus de formation différents en vue de l'obtention d'un double diplôme, selon les offres de formation disponibles et le nombre de places pédagogiques. Les fiches de vœux transmises via la plateforme feront l'objet d'un traitement informatisé basé sur les critères d'orientation adoptés, avant l'affichage des résultats sur le site internet. Les étudiants devront ensuite finaliser leur inscription en s'acquittant des droits d'inscription par voie électronique sur la plateforme "Progress". Si aucun des vœux for-

mulés n'est satisfait, une deuxième phase de préinscriptions sera ouverte, permettant au candidat de remplir une nouvelle fiche de vœux selon les conditions fixées, avant de procéder à l'inscription définitive après paiement des droits via la carte Eddahabia sur la plateforme numérique. Dans le cadre de la modernisation du système d'orientation universitaire, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a introduit une série de nouvelles mesures, dont le lancement d'une application dédiée au calcul de la moyenne pondérée et l'augmentation du nombre de choix possibles à 12, ainsi que l'intégration d'un modèle linguistique d'intelligence artificielle dans la plateforme numérique d'orientation pour répondre aux questions des étudiants 24h/24, tout en recourant aux techniques d'exploration de données pour améliorer la précision de l'orientation.

APS

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

L'Algérie face au défi de la sobriété énergétique

Face à une demande électrique record, l'APRUE appelle à une mobilisation nationale pour préserver les ressources énergétiques et renforcer la transition vers un modèle de consommation plus sobre. L'Algérie fait face à une évolution sans précédent de sa consommation d'électricité. Avec un pic historique de 21.378 MW enregistré en pleine période estivale, les besoins énergétiques du pays continuent de progresser sous l'effet conjugué de la hausse des températures, de la croissance démographique, de l'extension du parc immobilier et de la généralisation de la climatisation.

Par Réda Hadi

Invité de la Radio nationale, le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Merouane Chaabane, a estimé que cette situation impose désormais une véritable transformation des habitudes de consommation et une accélération de la politique nationale de maîtrise de l'énergie. Selon lui, la consommation électrique augmente chaque année d'environ 3 %, soit près de 600 MW supplémentaires par rapport à l'été précédent. Cette progression est principalement alimentée par le recours massif aux climatiseurs, désormais présents dans plus de 60 % des foyers algériens. À cela s'ajoutent l'accroissement de la population, la livraison de nouveaux logements et une isolation thermique des bâtiments encore perfectible. L'une des principales difficultés réside dans le fait que cette demande exceptionnelle est concentrée sur une courte période de la journée, généralement entre 13 h et 16 h, au moment où les températures atteignent leur maximum. Pour satisfaire cette pointe, le système électrique doit mobiliser des capacités de production très importantes qui ne sont utilisées que quelques heures par an. Cette situation entraîne des investissements lourds dans les infrastructures de production et de transport d'électricité, alors qu'une meilleure répartition de la consommation permettrait d'optimiser les capacités existantes. Pour limiter cette pression sur le réseau sans sacrifier le

confort des ménages, l'APRUE recommande une série d'écogestes accessibles à tous. L'agence recommande également d'aérer les habitations durant la nuit, de fermer volets et rideaux pendant les heures les plus chaudes, d'éviter l'utilisation simultanée d'appareils fortement consommateurs durant les heures de pointe et de privilégier les équipements les plus performants sur le plan énergétique. L'APRUE encourage notamment l'acquisition de climatiseurs Inverter, capables d'adapter automatiquement leur puissance aux besoins réels et de réduire jusqu'à 40 % la consommation d'énergie par rapport aux modèles classiques. Afin d'accélérer le renouvellement du parc d'équipements, l'État lancera prochainement une plateforme numérique permettant aux ménages de bénéficier d'un dispositif d'aide au remplacement des anciens climatiseurs énergivores par des appareils performants fabriqués localement. Au-delà des mesures destinées aux ménages, l'APRUE déploie une stratégie globale à travers le Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) 2026-2035. Cette stratégie repose sur la modernisation des équipements industriels, l'amélioration des procédés de production, la rénovation énergétique des bâtiments, la formation d'auditeurs spécialisés ainsi que le développement de systèmes intelligents de gestion de l'énergie. Pour Merouane Chaabane, l'enjeu dépasse largement la seule question de la facture électrique. L'Algérie doit améliorer son in-

tensité énergétique, c'est-à-dire produire davantage de richesse avec une consommation d'énergie plus faible. Aujourd'hui, explique-t-il, le pays utilise près de trois fois plus d'énergie que certains pays développés pour générer un niveau comparable de richesse économique. Une grande partie de cette consommation reste concentrée dans des usages peu productifs, alors que les ressources énergétiques pourraient davantage soutenir l'industrie, l'agriculture ou les secteurs exportateurs. Le responsable de l'APRUE souligne également que le développement accéléré des énergies renouvelables constitue un levier essentiel de la transition énergétique. Au-delà des investissements publics, le directeur général de l'APRUE insiste sur la nécessité d'une véritable culture de la sobriété énergétique. Il appelle les citoyens, les administrations, les collectivités locales et les entreprises à lutter contre toutes les formes de gaspillage, qu'il s'agisse de climatiser des locaux inoccupés, de laisser fonctionner inutilement des équipements électriques ou d'utiliser l'eau dessalée pour des usages non essentiels. Pour lui, la maîtrise de l'énergie est désormais indissociable des enjeux liés à l'eau, à l'alimentation, à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources destinées aux générations futures. Une transition qui, selon l'APRUE, passe autant par les innovations technologiques que par l'évolution des comportements quotidiens.

PRIX DU PÉTROLE AU PREMIER SEMESTRE 2026

Le Sahara Blend enregistre la plus forte hausse

Par Selma R.

Le pétrole algérien s'est distingué au premier semestre 2026 en enregistrant la plus forte progression en valeur parmi les principaux bruts arabes, profitant de la flambée des cours mondiaux provoquée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le prix moyen du Sahara Blend s'est établi à 96,04 dollars le baril entre janvier et juin 2026, contre 72,13 dollars durant la même période de 2025, soit une hausse de 23,91 dollars par baril, correspondant à une progression de plus de 33 %. Il s'agit de la plus importante augmentation en valeur parmi les références pétrolières arabes suivies par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Cette performance intervient dans un contexte de forte hausse des prix internationaux du brut. Selon le dernier rapport mensuel de l'OPEP, relayé par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le panier de référence de l'organisation a progressé de 30 % sur un an pour atteindre une moyenne de 93,67 dollars le baril au premier semestre 2026, contre 72,04 dollars un an plus tôt. Dans le même temps, le Brent a gagné 24 % pour s'établir à 87,6 dollars le baril, tandis que le West Texas Intermediate (WTI) a progressé de 23 % pour atteindre 83 dollars. D'après le rapport, cette envolée des cours est principalement liée aux

répercussions de la guerre au Moyen-Orient et à la fermeture du détroit d'Ormuz, deux facteurs qui ont fortement perturbé les marchés pétroliers mondiaux et accentué les tensions sur l'offre. Le Sahara Blend figure ainsi parmi les bruts les plus performants de la région. Si le brut libyen Es Sider affiche une progression légèrement supérieure en pourcentage (+33,7 %), avec un gain de 23,8 dollars par baril, le pétrole algérien conserve la première place en termes de hausse de valeur. Les autres références arabes ont également enregistré des performances soutenues. Le brut arabe léger saoudien a progressé de 31,5 % pour atteindre 96,88 dollars le baril, le brut d'exportation koweïtien de 30,4 % à 95,13 dollars, tandis que le Basrah Medium irakien a gagné 31,1 % pour s'établir à 93,57 dollars. Le Murban des Émirats arabes unis a, quant à lui, affiché la progression la plus modérée, avec une hausse de 23,8 %. Après cette forte progression enregistrée sur les six premiers mois de l'année, les prix des principaux bruts arabes ont toutefois reculé en juin par rapport à mai. Le Sahara Blend a ainsi vu son prix moyen s'établir à 87,27 dollars le baril, derrière l'Arab Light saoudien (96,89 dollars) et le brut d'exportation koweïtien (92,28 dollars), dans un contexte de détente progressive des marchés après le pic observé

durant les semaines précédentes. Ces résultats confirment la solidité du pétrole algérien sur les marchés internationaux. La forte valorisation du Sahara Blend au cours du premier semestre 2026 a permis à l'Algérie de bénéficier pleinement de la hausse des cours mondiaux et de consolider la position de son brut parmi les références les plus prisées du bassin méditerranéen. La bonne tenue du Sahara Blend sur les marchés internationaux intervient dans un contexte marqué également par une reprise progressive de la production nationale. Cette dynamique conjuguée entre valorisation du brut algérien et évolution des volumes produits permet à l'Algérie de renforcer sa position sur le marché pétrolier mondial, tout en poursuivant ses engagements au sein de l'alliance OPEP+. Cette progression de la production s'inscrit dans le cadre du réajustement graduel de l'offre décidé par les pays membres de l'alliance, avec pour objectif de rétablir progressivement les niveaux de production après les réductions volontaires mises en œuvre ces dernières années. Selon le dernier rapport mensuel de l'OPEP, la production nationale a atteint 987 000 barils par jour en juin 2026, contre 982 000 en mai, soit une hausse de 5 000 barils par jour. Ce niveau, le plus élevé depuis avril 2023, rapproche le pays du seuil symbolique d'un million de barils quotidiens.

D'UNE CAPACITÉ DE PRODUCTION DE 140 000 M³ PAR JOUR
Sonatrach lance une nouvelle station de dessalement à Skikda

Par Z R.

Le Président-directeur général du groupe algérien Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, a donné, hier, dans la zone « Larbi Ben M'hidi » de la commune de Skikda, le coup d'envoi des travaux de réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer d'une capacité de production estimée à 140 000 mètres cubes par jour. Le PDG de Sonatrach était accompagné de Saïd Akhrouf, wali de la wilaya de Skikda, en présence du Président-directeur général du Holding Sonatrach Activités externes et de soutien (SAES), des Présidents-directeurs généraux d'Algerian Desalination Company (ADC) et de l'Entreprise nationale de canalisations (ENAC), ainsi que des autorités locales et de cadres dirigeants du Groupe. La future station disposera d'une capacité de production de 140 000 m³ d'eau par jour, dont 100 000 m³/jour destinés à l'alimentation de la zone industrielle de Skikda et 40 000 m³/jour à l'Algérienne des eaux (ADE). Le délai de réalisation de ce projet n'excédera pas 24 mois, conformément aux plus hauts standards techniques et d'ingénierie, selon un communiqué de Sonatrach. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des hautes autorités du pays visant à renforcer la sécurité et la souveraineté hydriques. La réalisation de cette station est confiée à la société Algerian Desalination Company et l'exécution des travaux à l'Entreprise nationale de canalisations (ENAC), toutes deux filiales du groupe Sonatrach. Le lancement de ce projet illustre l'engagement constant du groupe Sonatrach à poursuivre la réalisation de projets stratégiques, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité hydrique, à la promotion du développement durable et à la consolidation de la souveraineté nationale en matière de ressources en eau. Dans une déclaration à la presse en marge du lancement des travaux de ce projet, Mouloud Hachlaf, assistant du Président-directeur général de la Société algérienne de dessalement des eaux, a souligné que ce projet stratégique s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du programme national visant à renforcer la sécurité hydrique et à garantir un approvisionnement durable en eau au profit des citoyens et des installations industrielles. Il a précisé qu'une enveloppe financière dépassant les 100 millions de dollars a été dégagée pour la réalisation de cette station, qui s'étend sur une superficie d'environ 4 hectares. Il a ajouté que la station, dès sa mise en service, orientera 80 000 mètres cubes par jour vers la zone industrielle, dont 50 000 mètres cubes par jour pour répondre aux besoins de Sonatrach dans la zone industrielle et 30 000 mètres cubes par jour au profit d'Asmidal dans la wilaya, ce qui garantira la prise en charge des besoins des installations stratégiques, la continuité de l'activité industrielle et le renforcement des capacités de production nationales. Selon la même source, la quantité restante, estimée à 60 000 mètres cubes par jour d'eau dessalée, sera destinée à renforcer l'approvisionnement en eau potable au profit des habitants des communes de la wilaya de Skikda, dont le nombre s'élève à environ 600 000 habitants, ce qui contribuera à améliorer l'approvisionnement et à renforcer la qualité du service public dans ce domaine.

SCIENCES-TECHNOLOGIE

L’AAST tient son Assemblée générale ordinaire

L'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) a tenu, lundi à Alger, son Assemblée générale ordinaire, consacrée à la présentation du bilan de ses activités au titre du premier semestre 2026, ainsi qu'à l'examen de plusieurs dossiers relatifs au développement de la recherche scientifique et de l'innovation. Cette réunion a été l'occasion d'examiner le rapport élaboré par l'AAST sur l'état de la formation, de l'enseignement, de la recherche scientifique et de l'innovation au niveau national, ainsi que de débattre de projets scientifiques et des prochaines échéances académiques, visant à renforcer la contribution de cette institution à l'accompagnement des politiques publiques liées aux sciences et aux technologies. A ce propos, le président de l'AAST, Mohamed Hicham Kara, a indiqué que l'ordre du jour de l'AG porterait sur le bilan des activités réalisées par l'AAST durant le premier semestre 2026, ainsi que sur l'examen du programme d'activités du second semestre. Il a souligné que l'institution qu'il préside "poursuit la consolidation de son rôle dans l'accompagnement du système national de la recherche et de l'innovation, à travers l'élargissement de sa coopération avec les différentes instances nationales, qu'elles soient de recherche ou de prospective", tout en renforçant sa présence sur la scène internationale. Dans le cadre de son programme pour le second semestre, l'AAST comptera organiser " la Conférence nationale sur la biodiversité" et qui sera, selon M. Kara " la pierre angulaire du projet de Musée national d'histoire naturelle". Elle organisera également, à la fin du mois d'octobre prochain, une rencontre qui regroupe les compétences africaines, à même de "renforcer la coopération scientifique entre les chercheurs africains et d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat et de recherche". Dans le sillage de l'encouragement de l'excellence scientifique, le président de l'AAST a annoncé l'ouverture des candidatures à quatre prix thématiques dans différents domaines, notamment l'environnement, l'Intelligence artificielle et la sécurité alimentaire.

APS

FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Participation d’une délégation algérienne aux travaux de la session annuelle

Les travaux de la session annuelle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable ont débuté, lundi au siège de l'ONU à New York, avec la participation d'une délégation algérienne conduite par le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, indique un communiqué du ministère. Les travaux de ce Forum, qui s'étaleront jusqu'au 15 juillet courant, s'articulent autour du thème "Des actions transformatrices, équitables, innovantes et coordonnées en faveur de l'Agenda 2030 pour le développement

durable et de ses objectifs de développement durable pour un avenir durable pour tous", lit-on dans le communiqué. M. Magramane passera en revue "les efforts soutenus engagés par l'Algérie en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), conformément au Programme des Nations unies à l'horizon 2030", et présentera "le deuxième rapport national volontaire de l'Algérie intitulé : L'Algérie vers un avenir fondé sur la durabilité, l'inclusion sociale et l'innovation".

R E.

LE MINISTRE DE L’AGRICULTURE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE LA PROVINCE DE HENAN

Les Chinois s’intéressent aux produits algériens

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu, lundi, une délégation de haut niveau de la province de Henan (République populaire de Chine), conduite par la vice-gouverneure de la province de Henan, Mme Zhang Min, avec laquelle il a examiné les voies de renforcement de la coopération dans le secteur, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur de Chine en Algérie, les deux parties "ont salué les relations historiques privilégiées unissant les deux pays ainsi que la volonté politique commune de consolider le partenariat et la coopération bilatérale, dans les domaines économique et commercial, en particulier l'agriculture et les industries agroalimentaires", précise le communiqué. A cette occasion, les deux parties ont passé en revue les opportunités de coopération et de partenariat ainsi que les moyens de les concrétiser à court et moyen termes, à tra-

vers le renforcement des échanges commerciaux. Dans ce contexte, Mme Zhang Min a exprimé l'intérêt de la province de Henan pour l'importation de produits algériens reconnus pour leur haute qualité, afin de répondre aux besoins du marché chinois et des marchés voisins, notamment à la faveur des exonérations tarifaires accordées par la Chine aux pays africains. Les deux parties ont également évoqué les perspectives de coopération dans les domaines des technologies agricoles, de l'agriculture intelligente, de l'importation et de la fabrication de matériels agricoles, de la réalisation d'infrastructures de stockage des céréales, ainsi que du développement des industries agroalimentaires, selon la même source. A cette occasion, les opérateurs économiques algériens ont été invités à participer au Salon international de l'agriculture, du matériel agricole et de l'industrie agroalimentaire, qui se tiendra en octobre pro-

chain dans la province de Henan. Cet événement constituera une opportunité pour faire connaître les produits algériens, échanger les expertises et les expériences, et établir des partenariats entre les opérateurs économiques dans les domaines liés au secteur agricole. Par ailleurs, un projet de convention a été proposé entre l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRA) et une université de la province de Henan, dans le but de développer le partenariat en matière de recherche agronomique, notamment en ce qui concerne la production de semences améliorées et résistantes, selon le communiqué du ministère. La province de Henan est l'une des plus grandes économies régionales du pays, avec un PIB dépassant les 900 milliards USD. De plus, Henan est considérée comme l'une des principales régions agricoles de Chine, avec une production annuelle de céréales qui dépasse les 65 millions de tonnes.

R E.

UNIVERSITÉ M'HAMED BOUGARA (BOUMERDES)

Signature de prés de 140 conventions de partenariat depuis 2024

L'Université M'hamed Bougara de Boumerdes a conclu près de 140 conventions de partenariat et de coopération dans les domaines de la recherche, de la formation et du développement économique avec des organismes, instituts et universités, tant au niveau national qu'international, entre 2024 et le premier semestre 2026, a-t-on appris, lundi, du recteur de l'université, Noureddine Abdelbaki. S'exprimant à l'issue de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2025-2026, le recteur a précisé que l'Université M'Hamed Bougara avait signé 87 conventions avec des établissements universitaires, des organismes de recherche et d'autres institutions à l'échelle nationale, ainsi que 51 autres conventions avec des organismes, universités et laboratoires étrangers. A cela s'ajoute la signature d'autres accords dans le cadre de la coopération internationale, portant sur plus de 10 projets internationaux liés à la recherche et à la formation scientifique. Toujours selon le recteur, ces accords s'inscrivent dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement économique, tant public que privé, ainsi que sur son environnement social immédiat. Ils visent également à renforcer les partenariats, à dynamiser la valeur du diplôme universitaire et à améliorer la réputation de l'université aux niveaux national et international. Ces initiatives s'inscrivent également dans les profondes transformations que connaît l'université en matière de modernisation, notamment à travers la numérisation, afin de l'aligner sur les standards des universités modernes, en dévelop-

pant ses services au profit de la société et en contribuant activement au développement économique. Le recteur a souligné que ces conventions portent notamment sur la réalisation de projets, d'études et de travaux de recherche, ainsi que sur les échanges d'expertises, notamment dans

les domaines des technologies, des sciences exactes, de la chimie, de la biologie moléculaire et des écosystèmes. Ils comprennent également des projets de recherche et de formation à dimension méditerranéenne, ainsi que dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Agence

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Juillet 2026

Prix du détail ¹ أسعار التجزئة					
DA / Kg		دج / كلف			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	94	105	83	البطاطا
	Tomate	79	94	64	الطماطم
	Oignon sec	74	84	65	البصل الجاف
	Ail sec	644	739	549	الثوم الجاف
	Ail vert	334	366	302	الثوم الأخضر
	Carotte	95	106	83	الجزر
	Navet	161	180	143	اللفت
	Poivron	120	136	104	الفلفل الأخضر
	Piment	135	156	115	الفلفل الحار
	Courgette	85	100	71	الكوسة
	Haricot vert	210	234	187	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	126	140	111	الخس
	Pomme locale	538	686	390	التفاح المحلي
	Datte	530	664	397	التمر
	Banane	630	659	600	الموز
	Melon	105	123	87	البطيخ الاصفر
	Pastèque	63	76	49	البطيخ الاحمر
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	2009	2150	1868	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	329	343	316	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	6,09	10,14	2000	690 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	66 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

LANCEMENT DU PORTAIL NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

La e-gouvernance en marche

S'inscrivant dans la trajectoire de la stratégie nationale de transformation numérique (2025-2030), la mise en service du Portail national des services numériques structure la refonte de l'action publique en Algérie. Cet outil stratégique consacre la dématérialisation intégrale des procédures administratives. Il garantit aux usagers, particuliers et opérateurs économiques, une accessibilité optimale à distance à l'ensemble des services publics.

Par Selma R.

Le portail est destiné aussi bien aux personnes physiques qu'aux personnes morales. « Cette plateforme est ouverte à tous les Algériens, de manière équitable, sur l'ensemble du territoire national. La première phase comprend 21 services numériques proposés principalement par les secteurs de l'Intérieur, du Travail ainsi que de la Solidarité nationale », a indiqué Mohamed Louail, directeur central au Haut-Commissariat au Numérique (HCN), lors de son intervention sur les ondes de la Chaîne I de la Radio algérienne. Les premiers services concernent notamment les actes d'état civil, les certificats de résidence, les fiches familiales, les attestations d'affiliation ou de non-affiliation aux caisses de sécurité sociale (CNAS, CASNOS et CNR), les prestations liées à l'allocation chômage, ainsi que les cartes d'invalidité et l'allocation forfaitaire de solidarité. Mohamed Louail a souligné que cette première étape sera suivie d'un enrichissement progressif du portail. « Les services seront déployés progressivement en fonction de leur impact direct sur la vie quotidienne du citoyen et sur l'activité économique », a-t-il expliqué, précisant que près de 650 services numériques prioritaires seront intégrés à terme. L'accès aux prestations sécurisées repose

sur une identité numérique, dont l'obtention s'effectue en deux étapes. Une préinscription est d'abord réalisée en ligne à l'aide du Numéro d'identification national (NIN), avant une authentification biométrique en commune permettant de valider définitivement l'identité de l'utilisateur. « Cette procédure permet de rattacher définitivement l'identité numérique à l'identité physique du citoyen, garantissant ainsi un niveau élevé de sécurité », a précisé Mohamed Louail. Il a ajouté que les niveaux de certification les plus avancés intégreront la reconnaissance faciale, ouvrant la voie à la signature électronique de contrats ou encore à la validation à distance de l'existence des retraités. Le responsable a également mis en avant l'interopérabilité des systèmes d'information, qui permettra aux administrations d'échanger automatiquement les données nécessaires sans exiger du citoyen la présentation répétée des mêmes documents. Ce dispositif, encadré par le décret exécutif 25-320 relatif à la gouvernance nationale des données, repose sur un référentiel de classification, un catalogue d'indexation et un système national d'interopérabilité. « Les échanges sont strictement encadrés par la loi relative à la protection des données à caractère personnel et sont supervisés conjointement par le Haut-Commissariat au Numérique, l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel

et l'Agence de la sécurité des systèmes d'information », a-t-il affirmé. Cette transformation s'appuie sur le Centre national des services numériques, doté d'une certification internationale Uptime Tier III (Le Tier Standard d'Uptime Institute est la norme mondialement reconnue pour la fiabilité et la performance des centres de données. Il permet différents niveaux de performance, prenant en compte à la fois l'environnement construit ainsi que l'approche et la performance de l'équipe opérationnelle) garantissant une disponibilité de 99,982 %. Réparti sur deux sites interconnectés à Mohammadia et Blida, il héberge un Cloud gouvernemental destiné aux administrations et un Cloud public dédié aux entreprises, aux start-ups et aux particuliers. Pour accompagner le déploiement du portail, le HCN a organisé une campagne de proximité du 11 au 16 juillet 2026 à la Grande Poste d'Alger afin d'aider les citoyens à créer leur identité numérique, une initiative appelée à être généralisée à l'ensemble des wilayas. Un centre d'appels est également accessible via le numéro vert 30 17. Mohamed Louail a enfin rappelé que ces projets s'inscrivent dans l'objectif d'améliorer le classement de l'Algérie en matière d'e-gouvernance et de concrétiser les ambitions de la stratégie nationale de transformation numérique à l'horizon 2030.

VALORISATION DES SAUMURES ET AVANCEMENT DES MÉGA-PROJETS MINIER

Le gouvernement fait le point

Par S. R.

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, hier à Alger, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de deux dossiers majeurs : le projet de valorisation des saumures issues des stations de dessalement d'eau de mer, ainsi que l'état d'avancement des trois mégaprojets miniers stratégiques du pays. Le Gouvernement a d'abord entendu une communication relative au projet de valorisation des saumures issues

des stations de dessalement de l'eau de mer. Conformément aux orientations du Président de la République visant à promouvoir l'économie circulaire, ce projet a pour objectif de réduire l'impact environnemental des rejets de saumure, tout en valorisant cette ressource à travers la production de sels destinés à plusieurs usages industriels. Dans ce cadre, les travaux engagés avec les secteurs et organismes concernés ont permis d'identifier une filière technologique de valorisation, ainsi que la

mise en place d'une station pilote au niveau de la station de dessalement de Corso. Par ailleurs, et dans le cadre du suivi continu des grands projets structurants, le Gouvernement a par ailleurs entendu une communication sur l'état d'avancement des trois mégaprojets miniers stratégiques du pays, à savoir : le projet de développement de la mine de fer de Gara Djebilet, à Tindouf ; le projet intégré des phosphates à Tébessa et le projet de développement de la mine de

zinc-plomb de Tala Hamza/Oued Amizour, à Béjaïa. À cette occasion, les principales avancées enregistrées dans la mise en œuvre de ces projets ont été présentées, notamment en matière de réalisation des infrastructures et des installations industrielles. Les mesures entreprises pour assurer l'alimentation des sites en eau et en énergie ont également été exposées.

R E.

NUMÉRISATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Généralisation imminente du dossier médical électronique

Dès cet été, l'Algérie lancera le déploiement national et progressif du dossier médical électronique unique. Cette annonce a été faite sur la « Chaîne II » de la Radio algérienne par Mahboub Messaoudi, directeur général des systèmes d'information et de l'informatique au ministère de la Santé. Ce lancement marque un tournant décisif pour le secteur. Ce dispositif reposera sur une interconnexion avec la base de données de l'état civil du ministère de l'Intérieur, permettant de vérifier instantanément l'identité du patient grâce à sa carte biométrique. Le dossier médical électronique centralisera l'ensemble de l'historique des soins et des actes médicaux, accessible en temps réel dans les établissements de santé à travers le pays. Le responsable a rappelé que la première phase du projet a déjà permis de moderniser les services d'urgence grâce à la mise en place du tri médical électronique. « Ce dis-

positif a prouvé qu'une large proportion de patients se rendant aux urgences n'en avait pas besoin et pouvait être prise en charge par la santé de proximité », a souligné M. Messaoudi. Le ministère prévoit de déployer cette technologie dans l'ensemble des wilayas au cours des trois prochains mois, après une phase de formation destinée aux personnels de santé. Parallèlement, plus de douze nouveaux services numériques viendront enrichir le Portail national des services numériques. Ils comprendront notamment un service de géolocalisation des structures de soins, une plateforme de traitement des doléances des citoyens ainsi que des outils d'aide à la répartition des professionnels de santé en fonction des besoins du terrain. Une application officielle et sécurisée est également en cours de développement afin de permettre aux citoyens de consulter directement leurs résultats d'analyses médicales. Face

à la prolifération des applications non certifiées, Mouhoub Messaoudi a lancé un appel à la vigilance : « Les données de santé sont hautement sensibles ; les citoyens doivent absolument se méfier des applications médicales non officielles ». Le responsable a également indiqué que la gestion des stocks de médicaments et des équipements médicaux est désormais entièrement numérisée et interconnectée avec les systèmes d'information des ministères des Finances, de l'Intérieur et de la Sécurité sociale. Cette organisation vise à améliorer le suivi des approvisionnements et à renforcer l'efficacité de la gestion des ressources. Enfin, conformément aux orientations du président de la République, l'Algérie entend partager son expérience en matière de numérisation du secteur de la santé avec plusieurs pays africains, notamment le Tchad et le Niger, dans le cadre du renforcement de la coopération régionale.

FINANCEMENT DES START-UP

Des experts soulignent l'importance d'associer le secteur privé

Des experts économiques ont mis en avant, lundi, l'importance des conclusions de la réunion du Conseil des ministres, présidée dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le développement de l'écosystème des start-up, insistant sur la nécessité d'associer le secteur privé au financement de ces entreprises, tout en continuant à soutenir la dynamique positive et les succès enregistrés par l'écosystème entrepreneurial dans le pays. Dans une déclaration à l'APS, l'expert économique Ishak Kherchi a mis l'accent sur l'impératif d'associer le secteur privé au financement des start-up, compte tenu de l'importance de ces dernières dans le tissu économique national, à même de passer à une économie basée sur l'innovation et la connaissance, source de richesse et d'emploi, dans le cadre d'un système incitatif. Après avoir salué les progrès que connaît l'écosystème des start-up, lesquels ont permis à ces entreprises de réaliser des résultats positifs, l'expert a indiqué que les expériences internationales ont prouvé que le secteur privé demeure le moteur principal de ces entreprises. Dans le même sillage, M. Kherchi a plaidé pour une coordination entre les différents acteurs du domaine, notamment les représentants des entreprises et les organisations patronales, à l'instar du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), appelant à la création d'un fonds d'investissement privé dédié aux start-up pour les financer sous forme de participation au sein de ces entreprises, à travers l'octroi d'exonérations fiscales et d'incitations dans les prochaines lois de finances. De son côté, l'expert en innovation et en entrepreneuriat, Karim Brouri, a relevé que l'écosystème des start-up en Algérie a connu, au cours des six (6) dernières années, un "saut qualitatif", à travers la création d'un ministère dédié au secteur, la promulgation de lois régissant le domaine, ainsi que la mise en place d'un fonds de financement des start-up. M. Brouri, qui est également membre du Comité national de labellisation de "Startup", "Projet innovant" et "Incubateur d'entreprises" au ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, a indiqué que l'ouverture du financement de ces entreprises au secteur privé est de nature à accélérer leur croissance et à favoriser leur insertion dans de nouveaux domaines, à l'instar de l'intelligence artificielle (IA) et de l'énergie, tout en facilitant leur accès aux marchés internationaux et l'attraction d'investissements étrangers.

R E/APS

UNIVERSITÉ DE SKIKDA
Sortie de plus de
8.000 étudiants en
licence et master

Le système de production d'eau potable de la wilaya de Blida a été renforcé avec de nouvelles infrastructures, contribuant à l'augmentation des capacités de production et à l'amélioration de l'alimentation de la population, a-on appris lundi auprès de la Direction des ressources en eau et de l'hydraulique. Selon le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche, il s'agit de plusieurs nouvelles infrastructures de production et de stockage, réparties dans plusieurs communes de la wilaya, notamment dans sa partie-Est, qui ont permis d'augmenter les capacités de production en eau. Le responsable a cité notamment la mise en service de cinq nouveaux fourrages dans les communes de Larbaâ et de Beni Tamou, pour une capacité de production globale évitant les 2.500 m3/ jour, alors que cinq autres fourrages devraient être mis en service prochainement. Par ailleurs, deux réservoirs d'eau d'une capacité de 1.000 m3 et 500 m3 ont été mis en service dans la commune de Soumaâ, ainsi qu'un autre réservoir de 2.000 m3 dans la commune de Bougara, selon la même source. Dans le cadre des mesures visant à assurer une distribution régulière de l'eau potable à partir de sources d'approvisionnement non conventionnelles, le même responsable a indiqué que le projet de transfert de près de 45.000 m3 d'eau dessalée à partir de la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) « Fouka 2 » (Tipasa) est entré en phase d'essais. Ce projet profitera à cinq communes de la partie-Est de la wilaya, soit Meftah (à l'extrême Est), Larbaâ, Ouled Slama, Bougara et la commune montagneuse de Djebabra. A Meftah, la station de pompage N3, d'une capacité de production de 15.000 m3/jour, a été partiellement mise en service. Elle est destinée à alimenter en eau les deux pôles urbains de Haouch Errih et Safsaf, ainsi que la commune de Djebabra. Par ailleurs, le réseau de distribution des communes de Mouzaïa et de Bouinan a retenu des travaux de réhabilitation, dans le cadre des efforts visant à réduire les fuites d'eau et à préserver la qualité de l'eau distribuée, selon le directeur du secteur.

APS

TIZI-OUZOU

L'opération de récupération de l'ensemble du foncier industriel non exploité se poursuit

Le wali de Tizi-Ouzou, Aboubakr Essedik Boucetta a instruit les membres de la commission de wilaya chargée de l'assainissement des projets d'investissement à l'arrêt, à l'effet de poursuivre l'opération de récupération du foncier industriel, attribué mais qui demeure non exploité, à-on avis lundi auprès des services de la wilaya.

À l'issue, d'une réunion des membres de la commission de wilaya chargée de l'assainissement des projets d'investissement à l'arrêt, tenue dimanche, et présidée par le chef de l'exécutif local, M. Boucetta, a instruit les services concernés à l'effet de poursuivre l'opération de récupération du foncier industriel non exploité et de procéder à un recensement global des assiettes foncières non exploitées ou celles qui restaient à l'état de terrains nus, précise la même source. Le même responsable a également or-

donné de prendre toutes les mesures administratives et juridiques requises pour leur récupération du foncier, en vue de le réaffecter au profit d'investisseurs « sérieux, capables de concrétiser de projets réels sur le terrain », at-on ajouté. M. Boucetta a insisté sur la nécessité de poursuivre l'opération d'assainissement des projets d'investissement à l'arrêt, conformément aux orientations des pouvoirs publics visant à valoriser le foncier économique et à relancer la dynamique d'investissement, at-on expliqué. Par ailleurs, souligne la même source, le

premier responsable de la wilaya a mis l'accent sur l'impératif d'accélérer le traitement des dossiers, de lever les enveloppes administratives et de garantir une "exploitation optimale" du foncier économique, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur. Pour rappel, un bilan communiqué dernièrement par la direction de l'industrie a fait état de la récupération, en 2025, de plus de 23 hectares de terrains industriels.

APS

TISSEMSILT

Plus de 6 millions DA consacrés à l'acquisition d'équipements et matériels pour des personnes aux besoins spécifiques

Une enveloppe financière de l'ordre de 6,5 millions de dinars a été consacrée à l'acquisition d'équipements et de matériels destinés aux personnes aux besoins spécifiques dans la wilaya de Tissemsilt au titre de la période 2025-2026, a indiqué, lundi, le représentant de la Direction de l'administration locale de la wilaya, Ayoub Nachit. S'exprimant lors des travaux de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le responsable a précisé que cette enveloppe, inscrite au budget d'équipement de la wilaya, permettra l'acquisition d'équipements et de matériels au profit de plus de 100 personnes

à besoins spécifiques, dans le cadre de l'amélioration de leur prise en charge et du renforcement de leur inclusion. Il a ajouté que la wilaya compte 8.754 titulaires de la carte d'invalidité. Le même responsable a également annoncé l'affectation d'une enveloppe de plus de 20 millions de dinars pour l'acquisition d'équipements médicaux et de mobilier de bureau au profit des établissements relevant de la Direction de l'action sociale. Cette opération vise à améliorer les conditions de prise en charge des bénéficiaires des services de ces structures, notamment les personnes aux besoins spéci-

fiques. Dans le même contexte, il a indiqué qu'une enveloppe de 50 millions de dinars, inscrite au chapitre des dépenses d'équipement du budget de la wilaya, a été allouée à l'acquisition d'équipements médicaux indispensables destinés à plusieurs établissements de santé répartis à travers les différentes communes de la wilaya. Cette dotation contribuera à améliorer la prise en charge des patients et à rehausser la qualité des prestations de santé qui leur sont offertes. Les travaux de cette session, présidés par le président de l'Assemblée populaire de wilaya,

Khaled Boucif, en présence du secrétaire général de la wilaya, Abdelhamid Hebbaz, représentant le wali de Tissemsilt, ainsi que des membres de l'exécutif de wilaya, ont été marqués par l'adoption du budget supplémentaire de la wilaya pour l'exercice 2026, couvrant les dépenses de fonctionnement, d'équipement et d'investissement. La session a également été marquée par une cérémonie de distinction en l'honneur de plusieurs anciens présidents de l'Assemblée populaire de wilaya, ainsi que d'anciens présidents d'Assemblées populaires communales.

R E.

TIARET

De nouvelles mesures pour accélérer la campagne de moisson-battage

Une série de mesures supplémentaires a été mise en œuvre dans la wilaya de Tiaret afin d'accélérer la campagne de moisson-battage, à travers notamment le renforcement du parc de moissonneuses-batteuses et l'allègement des procédures de réception des récoltes céréalières au niveau des points de collecte, a indiqué, lundi, le directeur des services agricoles (DSA), Boualem Mekhaneg. Le même responsable a précisé que 20 moissonneuses-batteuses ont été mises à la disposition des trois Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya par la société de mécanisation agricole Agrodriver au cours de la semaine écoulée. Ce lot comprend des machines neuves ainsi que des moteurs précédemment immobilisés, remis en service après ré-

paration, portant ainsi le nombre total de moissonneuses-batteuses mobilisées à 64 unités. M. Mekhaneg a ajouté que ce dispositif a été renforcé par la mobilisation de 450 autres moissonneuses-batteuses appartenant à des opérateurs privés de la wilaya de Tiaret et d'autres wilayas, notamment Aïn Témouchent, Sidi Bel-Abbes et M'Sila, afin de soutenir le bon développement de la campagne. Ces mesures ont permis d'accélérer le rythme des récoltes, notamment de l'orge, une culture particulièrement exposée aux effets des fortes chaleurs et des vents. Le taux d'avancement de la campagne a ainsi atteint 37,5% dimanche, contre 20% seulement dix jours auparavant. Les quantités de céréales rassemblées s'élevaient, à la même date, à 944.000 quintaux, constitués en majorité d'orge, reçus à travers 61 points de col-

lecte répartis sur l'ensemble de la wilaya. La capacité totale de stockage de ces infrastructures est estimée à 3,2 millions de quintaux. Le responsable a, en outre, souligné que les capacités de stockage peuvent être renforcées grâce au recours à des infrastructures appartenant à des opérateurs privés, offrant une capacité supplémentaire de 887.000 quintaux. Cette mesure permet d'assurer la réception des récoltes dans de bonnes conditions, sans engorgement ni longs fichiers d'attente dans la plupart des communes. Par ailleurs, des dispositions spécifiques ont été prises au profit des agriculteurs ne possédant ni de titres de propriété ni de documents attestant de l'exploitation de leurs terres. Ceux-ci pourront désormais ouvrir un compte auprès de la Banque de l'agri-

culture et du développement rural (BADR) sur présentation d'une attestation de semis délivrée par la Direction des services agricoles. Le directeur des services agricoles a également fait savoir que des mesures ont été arrêtées en vue du rééchelonnement des dettes contractées par certains agriculteurs au cours des dernières années, afin de les accompagner et de les encourager à poursuivre leurs activités dans de meilleures conditions. Selon les données de la Direction des services agricoles, la superficie concernée par la campagne de moisson-battage dans la wilaya de Tiaret est estimée à 257.000 hectares, dont 140.000 hectares d'orge, 97.500 hectares de blé dur, 16.000 hectares de blé tendre et 3.500 hectares d'avoine.

R E.

L’administration Trump se sert du choc pétrolier d’Ormuz pour intensifier le forage en Alaska

On estime que ce plan quinquennal entraînera 4 000 marées noires supplémentaires et la destruction d’écosystèmes fragiles.

Par Michael Arria (*)

L’administration Trump et ses alliés Républicains se servent de la guerre avec l’Iran pour autoriser le forage pétrolier en Alaska, espérant mettre rapidement en œuvre des objectifs politiques de longue date dans cet État.

En avril, le président Donald Trump a déclaré que le blocus du détroit d’Ormuz pourrait être une aubaine pour la production pétrolière américaine, notamment en Alaska. Cette déclaration a été saluée par les Républicains de l’Etat d’Alaska, à l’instar du gouverneur Mike Dunleavy, qui a félicité Trump pour avoir tout fait pour libérer « l’extraordinaire potentiel de l’Alaska en matière de ressources ».

La sénatrice Lisa Murkowski (Républicaine-Alaska), l’une des rares législatrices Républicaines critiquant parfois le président, a également exprimé son soutien à cette vision.

« La situation en Iran n’est pas bonne », a récemment déclaré Murkowski. « Étant donné que cette situation va avoir des répercussions sur la vie quotidienne des habitants de l’Alaska, on peut dire que ce n’est pas réjouissant, mais l’État pourrait-il en tirer profit, compte tenu de l’attention accrue que suscitent la pénurie et la volatilité des ressources ? »

« Nous avons vu ce que signifie être vulnérable sur le plan des ressources, et le président a su inverser cette tendance avec détermination », a-t-elle ajouté.

Le 6 mai, l’administration Trump a annoncé qu’elle cédaient 1 demi million d’hectares de terres publiques fédérales situées dans le « Dalton Utility Corridor » en Alaska au gouvernement de l’État, lequel cherche à développer l’activité industrielle dans la région. Le ministère de l’Intérieur a indiqué dans un communiqué qu’un tronçon du tracé proposé pour une route de 340 km menant au district minier d’Ambler se trouve dans ce corridor, et que celui-ci est également nécessaire à la mise en œuvre du projet Alaska Liquefied Natural Gas.

« Depuis trop longtemps, nous sommes dans une impasse quant à la question des droits liés au statut étatique, car ces terres d’une importance cruciale n’étaient pas prises en compte », s’est réjoui Kevin Pendergast, directeur régional du Bureau of Land Management, à l’annonce de cette nouvelle.

Dix associations environnementales ont intenté une action en justice contre cette mesure, affirmant qu’elle porterait préjudice aux tribus locales et mettrait en danger la faune sauvage.

« Le secrétaire à l’Intérieur a enfreint la loi en supprimant, en février, les protections fédérales couvrant près d’un million d’hectares de terres publiques, sans avoir organisé de consultations au sein des communautés locales, sans avoir prévu de période de concertation publique et sans avoir évalué les conséquences de cette décision au regard des terres, de l’eau et des populations qui en dépendent pour leur subsistance », a déclaré Bridget Psarianos, avocate représentant les plaignants, dans

un communiqué.

Le ministère américain de l’Intérieur a annoncé qu’il allait simplifier la procédure d’octroi des permis pour l’exploitation pétrolière dans la Réserve nationale de pétrole de l’Alaska.

Le 15 mai, le ministère américain de l’Intérieur a annoncé qu’il allait simplifier la procédure d’octroi des permis pour l’exploitation pétrolière dans la Réserve nationale de pétrole de l’Alaska. En vertu de ces nouvelles règles, certaines opérations de forage, comme le projet Willow, très controversé, pourraient être approuvées d’un simple coup de tampon en seulement 30 jours.

« Plus vite nous parviendrons à accélérer la mise en œuvre de ces réglementations, plus vite nous pourrions faire baisser les prix pour les Américains », a déclaré le secrétaire à l’Intérieur, Doug Burgum.

Le 5 juin, le Bureau of Land Management (BLM) du ministère de l’Intérieur organisera la première des quatre ventes de concessions foncières prévues par la loi dans la plaine côtière de la réserve naturelle nationale de l’Arctique (ANWR). Cette étendue de 607 000 hectares est réputée pour ses collines, ses lacs et sa toundra. « Les caribous se rendent dans la plaine côtière en juin et juillet pour mettre bas et élever leurs petits. Les oiseaux migrateurs et les insectes y prospèrent pendant le bref été arctique », indique le site web du Service américain des pêches et de la faune sauvage. « Des dizaines de milliers d’oies des neiges font escale dans la plaine côtière en septembre pour se nourrir avant de migrer vers le sud, et les bœufs musqués y vivent toute l’année. »

L’U.S. Geological Survey (USGS) estime que la plaine recèle entre 4,25 et 11,8 milliards de barils de pétrole récupérable, et Trump s’apprête à perturber l’habitat susmentionné en menant des forages intensifs dans des zones qui ont toujours été protégées. Ce projet a été condamné par les peuples autochtones de la réserve de l’Arctique, notamment la nation Gwich’in, qui affirment que tout forage « aurait un impact négatif sur notre subsistance et violerait nos droits en tant que peuples autochtones ». Ce projet a été dénoncé par la nation Gwich’in, qui affirme que tout forage « aurait des répercussions négatives sur nos moyens de subsistance et porterait atteinte à nos droits en tant que peuple autochtone ».

Cette évolution fait suite à un plan préliminaire du ministère de l’Intérieur visant à étendre considérablement les forages en mer au cours des cinq prochaines années. Cette stratégie d’extraction concerne 21 zones au large des côtes de l’Alaska. Une analyse réalisée par le Center for Biological Diversity, qui s’appuie sur des données historiques et des prévisions de production pétrolière, estime que ce plan quinquennal pourrait entraîner plus de 4 000 marées noires supplémentaires, relâchant plus de 45 millions de litres de pétrole dans l’océan.

Les associations écologistes rejettent également l’idée qui voudrait que des forages sur le territoire américain contribueraient à relancer l’économie américaine en difficulté.

Bobby McEnaney, directeur de la conservation des terres au Conseil de défense des ressources naturelles (NRDC), a déclaré à Truthout que si les États-Unis pouvaient réellement parvenir à la prospérité économique grâce au forage, ils l’auraient déjà fait.

« Les États-Unis ont produit une quantité record de pétrole l’année dernière, pour la quatrième année consécutive, soit plus que n’importe quel autre pays dans l’histoire. Cela n’a pas empêché nos familles et nos entreprises d’être victimes de prix exorbitants à la pompe, à la ferme et à l’épicerie, en raison d’un nouveau choc pétrolier indépendant de notre volonté », a déclaré McEnaney.

« Exposer les habitats et les terres irremplaçables de l’Arctique aux risques et aux dommages liés au forage ne résoudra pas le problème », a-t-il poursuivi. « Nous devons mettre fin à notre dépendance au pétrole. C’est cette dépendance qui nous rend vulnérables, elle n’est pas la solution. »

« Utiliser une guerre au Moyen-Orient comme prétexte politique pour étendre les forages dans l’une des régions les plus fragiles et les plus importantes des États-Unis sur le plan écologique est aussi cynique que dangereux, »

Athan Manuel, directeur du programme de protection des terres du Sierra Club, a fait écho à ces propos.

« Utiliser une guerre au Moyen-Orient comme prétexte politique pour étendre les forages dans l’une des régions les plus fragiles et les plus importantes des États-Unis sur le plan écologique est aussi cynique que dangereux », a déclaré Manuel.

« En réalité, ouvrir davantage l’Alaska aux forages pétroliers ne fera pas baisser le prix de l’essence, ne répondra pas de manière significative aux préoccupations en matière de sécurité énergétique et ne fera qu’accroître notre dépendance vis-à-vis de marchés de combustibles fossiles instables qui pèsent lourdement sur le budget des familles américaines. »

« Cela ne fera qu’exposer davantage les terres publiques, les habitats naturels de la faune et les communautés autochtones de l’Alaska à des risques accrus, au profit des bénéfices des compagnies pétrolières », a-t-il poursuivi.

Les compagnies pétrolières lorgnent sur l’Alaska dans un contexte de déréglementation

Les Républicains militent depuis des décennies en faveur d’une intensification des forages, et leurs projets concernant l’Alaska sont antérieurs à la crise internationale actuelle.

En octobre 2025, le Sénat, contrôlé par le Parti républicain, a voté l’abrogation d’un programme de gestion des terres adopté à la fin du mandat de Joe Biden qui avait pour objet de limiter le développement dans l’intérieur de l’Alaska. Un mois plus tard, Trump a finalisé la levée des restrictions existantes en matière de forage. La tristement célèbre « One Big Beautiful Bill Act » de Trump a également ouvert de vastes étendues de terres à l’octroi de concessions pétrolières et gazières.

Tout porte à croire que les compagnies pétrolières prennent au sérieux le dis-

cours des Républicains sur la production nationale.

Les ventes de concessions dans la réserve de l’Arctique n’ont pas toujours suscité un grand intérêt de la part de ces entreprises. « Le forage dans une région isolée et sensible, dotée d’infrastructures de soutien quasi inexistantes, rend tant l’industrie pétrolière et gazière que ses investisseurs de Wall Street réticents à s’y engager », note le groupe Taxpayers for Common Sense. Cependant, en mars, ExxonMobil, Repsol et Shell figuraient parmi les compagnies pétrolières qui ont misé quelque 163 millions de dollars pour obtenir des concessions dans la réserve. « La crise énergétique déclenchée par la guerre en Iran a [...] mis en évidence l’importance de la diversification des approvisionnements au-delà du Moyen-Orient, renforçant encore l’attrait de cet État », a expliqué le Financial Times.

« C’est le projet le plus en vue au monde en ce moment », a déclaré Bill Armstrong, prospecteur pétrolier indépendant, au journal.

« Nous ne pouvons pas nous permettre de nous engager pour des décennies dans de nouvelles émissions de carbone tout en détruisant des habitats naturels irremplaçables. »

« L’Alaska représente une opportunité fantastique », a déclaré Francisco Gea, directeur de l’exploration et de la production chez Repsol, avant d’ajouter : « La reprise de la production pétrolière dans ce grand État qu’est l’Alaska va contribuer à augmenter l’approvisionnement en pétrole dans la région du Pacifique à un moment crucial. »

Le cabinet de conseil Wood Mackenzie estime que la production pétrolière de l’État atteindra environ 750 000 barils par jour d’ici 2030, soit une augmentation de 275 000 barils par jour par rapport à 2024.

Cooper Freeman, directeur pour l’Alaska au Center for Biological Diversity, affirme que le forage pourrait causer des dommages irréparables à une région déjà menacée par le changement climatique.

« Accélérer l’exploration pétrolière et gazière en Alaska, c’est faire preuve d’une vision à court terme au nom du profit des entreprises, en ignorant la réalité dévastatrice sur le terrain », a-t-il déclaré à Truthout. « L’Arctique est déjà l’un des écosystèmes qui se réchauffent le plus rapidement sur Terre, mais il reste un refuge vital pour les ours polaires, les caribous et des millions d’oiseaux migrateurs. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous engager dans des décennies de nouvelles émissions de carbone tout en détruisant un habitat naturel irremplaçable pour la faune et en retardant la transition nécessaire vers les énergies renouvelables. »

(*) Correspondant aux États-Unis pour Mondoweiss.

Source : Truthout, Michael Arria, 31-05-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE

Le Caire réduit à 1,8 milliard de dollars le déficit de sa balance des paiements en un an

« Le déficit global de la balance des paiements est tombé à 1,8 milliard de dollars entre juillet 2025 et mars 2026, contre 1,9 milliard de dollars l'année précédente », a indiqué le BCE. Le déficit de la balance des paiements en Egypte a enregistré un recul de 2,9 %, favorisé par le tourisme, le Canal de Suez et les transferts des Égyptiens, selon la Banque Centrale d'Égypte (BCE) dimanche 12 juillet. Ce recul s'explique principalement par le redressement des sources de recettes en devises du pays. Le rapport de la BCE précise que « les transferts des Égyptiens expatriés ont bondi de 32 % pour atteindre 34,9 milliards de dollars, contre 26,4 milliards lors de la même période de l'exercice précédent ». En parallèle, le secteur touristique confirme sa reprise avec des recettes en hausse de 14,9 %, s'établissant à 14,4 milliards de dollars contre 12,5 milliards de dollars l'année précédente.

Redressement du Canal de Suez

Le trafic maritime dans le Canal de Suez commence également à retrouver ses niveaux antérieurs. Les revenus du canal ont progressé de 22,1 % pour atteindre 3,2 milliards de dollars, portés par une augmentation de 18,5 % du tonnage net (426,9 millions de tonnes) et une hausse de 7,6 % du nombre de navires franchissant le canal, soit environ 10 000 navires. Grâce à ces performances, l'excédent de la balance des services s'est apprécié de 19,2 % pour s'établir à 12,9 milliards de dollars. Le trafic maritime en mer Rouge, et par conséquent dans le Canal de Suez, avait été fortement affecté par la guerre à Gaza en octobre 2023. Cette situation a entraîné une baisse de plus de 60 % des recettes. du canal en 2024.

Flux d'investissements et géopolitique

Sur le front financier, les investissements étrangers directs en Egypte ont atteint 13 milliards de dollars, contre 9,8 milliards un an plus tôt. « Ce résultat intègre notamment 3,5 milliards de dollars injectés fin 2025 dans le cadre du projet de Alam Al Roum », selon la BCE. À l'inverse, le secteur pétrolier a enregistré une sortie nette de 482,4 millions de dollars. Enfin, l'impact des tensions géopolitiques régionales s'est fait sentir sur les investissements de portefeuille. D'après le communiqué, l'escalade du conflit au Moyen-Orient a engendré une sortie nette de 4,4 milliards de dollars, marquée par un désinvestissement massif de 9,5 milliards de dollars sur le seul trimestre janvier-mars 2026.

Agence

TUNISIE

Vers l'interdiction des sacs plastiques

La lutte contre la pollution plastique pourrait bientôt franchir un tournant décisif en Tunisie. Vingt-cinq députés de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) ont déposé une proposition de loi visant à interdire progressivement puis définitivement les sacs plastiques à usage unique et à promouvoir leur remplacement par des alternatives réutilisables ou biodégradables.

Synthèse Rédaction Internationale

Composé de 23 articles répartis en sept chapitres, ce texte ne se limite pas à une simple interdiction de produits plastiques. Il propose une véritable réforme du cadre juridique de la gestion des emballages et des déchets, dans une perspective de protection de l'environnement, de préservation de la santé publique et d'accompagnement de la transition vers une économie circulaire. À travers cette initiative, les députés souhaitent inscrire la Tunisie dans une dynamique internationale de réduction des déchets plastiques, alors que la pollution générée par les emballages à usage unique constitue aujourd'hui l'un des principaux défis environnementaux auxquels sont confrontés de nombreux pays. Depuis plusieurs années, les sacs plastiques figurent parmi les déchets les plus visibles dans les espaces publics, les zones agricoles, les cours d'eau et le littoral tunisien. Leur durée de décomposition, qui peut atteindre plusieurs centaines d'années, contribue à la dégradation durable des écosystèmes. Ils représentent également une menace pour la biodiversité, notamment pour les espèces marines qui les ingèrent ou s'y retrouvent piégées. À cette pollution environnementale s'ajoutent des préoccupations croissantes liées à la santé publique. Sous l'effet de la chaleur, de l'humidité ou du vieillissement, certains plastiques libèrent des substances susceptibles de contaminer les sols, les eaux ou les chaînes alimentaires. C'est dans ce contexte que s'inscrit la nouvelle initiative parlementaire, dont l'objectif est de réduire progressivement la production et la consommation des sacs plastiques à usage unique.



Un calendrier progressif d'interdiction

La proposition de loi prévoit un calendrier de mise en œuvre destiné à permettre aux opérateurs économiques de s'adapter aux nouvelles exigences. Dès l'entrée en vigueur du texte, les commerces ne pourront plus distribuer de

sacs plastiques à usage unique aux caisses, qu'ils soient fournis gratuitement ou vendus aux consommateurs. Les fabricants, importateurs et distributeurs bénéficieront ensuite d'une période transitoire de douze mois à compter de la publication de la loi au Journal officiel de la République tunisienne afin de mettre un terme à la production, à l'importation et à la commercialisation de ces sacs. Cette période d'adaptation concernera également les emballages plastiques utilisés pour les produits alimentaires ou les produits vendus en vrac. L'objectif recherché est de permettre une transition progressive sans provoquer de rupture brutale pour les entreprises concernées.

BAD-MAURITANIE

659 millions de dollars engagés en trois ans pour accélérer les investissements

En trois ans, les engagements de la BAD en Mauritanie sont passés d'environ 147 à 655 millions de dollars, dans le cadre du Document de stratégie pays 2023-2028 et sur fond de renforcement du cadre macroéconomique du pays. La Banque africaine de développement (BAD) a indiqué le 8 juillet 2026 avoir porté en trois ans ses engagements financiers en Mauritanie de 147 à 659 millions de dollars, dans le cadre de son Document de stratégie pays 2023-2028 et en soutien aux principaux secteurs productifs du pays. 147 à 659 millions de dollars d'engagements ont ainsi été mobilisés sur trois ans par la

BAD en faveur de la Mauritanie. Selon l'institution panafricaine, cette hausse des engagements traduit un renforcement rapide du partenariat avec Nouakchott, sur fond d'amélioration de la crédibilité économique du pays et de montée en puissance de projets structurants dans l'énergie, l'eau, l'agriculture, les transports

et le secteur privé. La BAD explique que cette progression des financements reflète à la fois la hausse de la solvabilité perçue de la Mauritanie et l'alignement de nouveaux projets sur les priorités nationales de développement.

R I.

LIBYE

La NOC progresse dans la réduction du torchage pétrolier

Rùler le gaz naturel à la torche plutôt que de le valoriser reste une pratique répandue dans le secteur pétrolier mondial. En Libye, la compagnie nationale pétrolière tente d'y mettre fin progressivement. En Libye, la National Oil Corporation (NOC) a réduit le volume de gaz brûlé à la torche de plus de 100 millions de pieds cubes en 2025 et vise plus de 180 millions d'ici la fin de 2026. Le président de l'entreprise pétrolière publique, Masoud Suleiman, a annoncé ces résultats lundi 6 juillet lors de l'ouverture d'un atelier consultatif organisé à Tripoli. Selon les informations rapportées par

Libya Observer, ces résultats sont attribués à la mise en œuvre par la NOC, de bonnes pratiques internationales, la modernisation des infrastructures et le déploiement de technologies avancées de mesure et de contrôle des émissions de méthane dans le secteur pétrolier. Ces résultats doivent être mis en perspective avec la situation globale du pays en matière de torchage. Selon le Global Gas Flaring Tracker de la Banque mondiale publié en juillet 2025, le torchage libyen avait augmenté de 1,4 milliard de mètres cubes en 2023, soit une hausse de 25 %, pour atteindre environ 7 milliards de mètres cubes. En 2024, il avait re-

culé de 8 %, principalement en raison de l'arrêt de plusieurs champs pétroliers dû à l'instabilité politique, et non par des efforts délibérés de réduction. Pour consolider ces résultats, la Libye a adhéré en février dernier, au Partenariat pétrole et gaz pour les émissions de méthane (OGMP 2.0). Le programme coordonné par le Programme des Nations Unies pour l'environnement fixe des standards internationaux de mesure et de déclaration des émissions de méthane. Cette adhésion place la NOC sous un régime de transparence environnementale contraignant. L'atelier de Tripoli organisé en partenariat avec la Mission de l'Union

européenne et l'Observatoire international des émissions de méthane du PNUE, vise à formuler des recommandations pratiques pour accélérer la réduction des émissions dans le secteur pétrolier libyen. Il intervient alors que l'UE prépare l'entrée en vigueur en janvier 2027, d'un règlement qui imposera de nouvelles exigences environnementales à ses fournisseurs d'hydrocarbures, dont la Libye fait partie. Fin juin, l'Algérie et le Nigeria, avec les Etats-Unis et le Qatar, avaient interpellé l'institution communautaire sur cette mesure dont ils exigent la révision urgente.

R I.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La 5G devrait représenter 28 % des abonnements mobiles d’ici 2031

La migration vers les réseaux 4G et 5G, qui devraient représenter ensemble près des trois quarts des abonnements en 2031, stimulera significativement le trafic de données mobiles dans la région.

Synthèse Rédaction Internationale

Les abonnements aux réseaux de téléphonie mobile de cinquième génération (5G) en Afrique subsaharienne devraient représenter 28% de l'ensemble des abonnements mobiles, selon un rapport publié par le géant suédois des équipements de télécommunications Ericsson. Intitulé « Ericsson Mobility Report June 2026 », le rapport indique que le nombre d'abonnements 5G dans la région devrait passer de 30 millions en 2025 à 370 millions en 2031, enregistrant ainsi une progression annuelle moyenne de 54% durant cette période. Ce taux correspond à la plus forte croissance des abonnements 5G à l'échelle mondiale, étant donné que l'Afrique subsaharienne part de très bas dans ce domaine comparativement au reste de la planète. Parallèlement, les abonnements 4G devraient enregistrer une augmentation de 4% en moyenne par an au sud du Sahara, passant de 490 millions cette année à 610 millions en 2031. L'Afrique subsaharienne sera ainsi la seule région au monde où les abonnements 4G conti-

nueront à progresser, alors que l'ensemble des autres régions devraient connaître des baisses marquées des abonnements à cette génération (-31% en Europe de l'Ouest, -28% en Chine, -22% dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, -14% en Amérique du Nord, etc.). En 2031, la 4G devrait représenter 46 % de l'ensemble des abonnements mobiles. Les réseaux 3G devraient reculer plus rapidement que ceux de la 2G, le nombre d'abonnements 3G devant baisser de 8 % en moyenne par an pour atteindre environ 90 millions en 2031. Les abonnements 2G devraient, quant à eux, diminuer d'environ 7 % en moyenne par an pour s'établir à environ 245 millions.

Hausse de l’adoption des smartphones

Le nombre total d'abonnements aux services de téléphonie mobile, toutes générations confondues, en Afrique subsaharienne devrait par ailleurs passer de 1,050 milliard en 2025, à 1,310 milliard en 2031, soit le taux de croissance annuel moyen le plus élevé au monde (4% en moyenne par an). Durant cette même période, l'adoption des smartphones

continuera à s'accélérer dans la région qui comptera 960 millions de connexions via ce genre de téléphones mobiles permettant l'accès à Internet en 2031, alors que les fournisseurs de services diversifient de plus en plus leurs offres, en mettant fortement l'accent sur les technologies financières (fintech). Le rapport révèle d'autre part que la hausse de l'adoption des smartphones et la migration rapide vers les dernières générations de réseaux de téléphonie mobile devraient stimuler la consommation des services à forte intensité de données. Le trafic mensuel moyen de données mobiles par smartphone actif en Afrique subsaharienne devrait ainsi atteindre 12 gigaoctets (Go) en 2031 contre 5,3 Go en 2025, soit un taux de croissance annuel moyen de 14%. En dépit de la hausse attendue durant les prochaines années, ce niveau restera inférieur aux moyennes projetées pour 2031 dans toutes les autres régions du monde. À cette échéance, le trafic mensuel moyen de données mobiles par smartphone actif devrait par exemple culminer à 59 Go en Europe de l'Ouest et à 52 Go en Amérique du Nord.

PÉTROLE

Au Liberia, TotalEnergies cherche ses premiers sites de forage offshore

Le golfe de Guinée attire les compagnies pétrolières à la recherche de nouveaux gisements en eaux profondes. Le Liberia, longtemps resté à l'écart des grandes découvertes, cherche à rejoindre ce mouvement. TotalEnergies et son partenaire canadien BluEnergies avancent dans leur programme d'exploration pétrolière au large du Liberia, à la recherche des meilleurs emplacements où forer. Les deux compagnies ont publié lundi 6 juillet, une mise à jour de leurs travaux sur trois blocs du bassin de Harper, en eaux profondes, selon un communiqué de BluEnergies. Le programme repose sur trois opérations complémentaires. La première consiste à retraiter 6167 kilomètres carrés de données sismiques acquises en 2013. Un travail confié à la société norvégienne TGS et achevé à plus de 50 %. La deuxième opération, menée par la firme GeoPartners, cartographie le fond marin sur 4045 kilomètres carrés, à des profondeurs comprises entre 500 et 3500 mètres. Elle est accompagnée d'une troisième opération qui consiste à mesurer la composition chimique des sédiments et la chaleur du sous-sol, afin de détecter d'éventuels indices de présence d'hydrocarbures. Ces sites sont exploités dans le cadre d'un accord signé en janvier 2026. TotalEnergies en est l'opérateur avec 65 % des intérêts, aux côtés de BluEnergies qui détient les 35 % restants, selon un communiqué du groupe canadien publié en janvier.

R I.

ETHIOPIE

La remise en service de l’aéroport Roi Tekle Haymanot renforce la connectivité intérieure

La modernisation des infrastructures aéroportuaires éthiopiennes soutient les ambitions d'expansion du transporteur national, qui mise sur le renforcement de son réseau intérieur pour accroître la mobilité, les échanges commerciaux et les flux touristiques du pays. Ethiopian Airlines et les autorités éthiopiennes ont inauguré, le dimanche 12 juillet, la plateforme réhabilitée et modernisée de l'aéroport

Roi Tekle Haymanot, rétablissant ainsi la desserte aérienne dans la région d'Amhara après près de trois décennies d'interruption. Ceci s'inscrit dans la stratégie de développement du réseau domestique de la compagnie nationale, ainsi que dans la politique du gouvernement pour renforcer la connectivité intérieure et les infrastructures de transport aérien. L'aéroport est désormais équipé

d'une piste de 2 400 mètres de long sur 30 mètres de large lui permettant d'accueillir des appareils de plus grande capacité, aussi bien pour le transport de passagers que de fret, notamment des Bombardier Q400 et des Boeing 737. Les autorités estiment que cette modernisation favorisera les échanges commerciaux, les investissements et le tourisme, tout en soutenant le développement économique de la région.

Ceci survient aussi dans un contexte de croissance soutenue du marché intérieur du transport aérien en Éthiopie, portée par la hausse des échanges commerciaux et le dynamisme du secteur touristique. Selon les données officielles, le pays a enregistré une progression de 15 % des arrivées internationales de touristes en 2025. Pour accompagner cette dynamique, Ethiopian Airlines, positionnée

comme un pilier de la stratégie nationale de développement du transport aérien et du tourisme, avait annoncé en septembre 2025, son intention de faire passer son réseau domestique de 22 à 26 destinations. L'investissement s'inscrit par ailleurs dans le cadre de la feuille de route Vision 2040, qui ambitionne de hisser le transporteur parmi les 20 premières compagnies aériennes mondiales.

R I.

NIGERIA

Dix ans après, une carte complète des infrastructures gazières voit le jour

Le Nigeria dispose des plus grandes réserves de gaz naturel d'Afrique, mais peine à en faire un moteur d'investissement faute de visibilité sur ses infrastructures. Le pays multiplie les initiatives pour combler ce déficit et convaincre les capitaux de s'y engager. Le Nigeria dispose désormais d'une carte nationale actualisée de ses infrastructures gazières et électriques, la première depuis plus d'une décennie. Selon les informations rapportées samedi 11 juillet par Vanguard, l'outil baptisé Nigeria Gas and Power Infrastructure Map 2026, a été dévoilé lors de la Nigeria Oil and Gas Energy Week tenue à Abuja du 5 au 9 juillet. Cette carte rassemble en un seul document de référence l'ensemble de la chaîne gazière et électrique du pays. En amont, elle recense les actifs de production de gaz et les réserves certifiées. Au milieu de chaîne, elle cartographie les

gazoducs, les installations de traitement du gaz et les réseaux de transmission. En aval, elle couvre les centrales électriques, les stations de gaz naturel comprimé, les terminaux de gaz naturel liquéfié et les industries gazières. « Cette carte donne au Nigeria ce dont tout marché énergétique sérieux a besoin : une image crédible et unique de son infrastructure. C'est un outil pour transformer l'intérêt des investisseurs en capital engagé », a déclaré Amel Grabsi, directeur régional de Gas for Africa, une initiative internationale dédiée à la transparence des marchés gaziers africains, lors du lancement. Bayo Ojulari, directeur général du groupe NNPC, l'entreprise publique du pétrole, a souligné la portée commerciale de l'initiative. « Derrière chaque gazoduc, chaque usine de traitement et chaque actif électrique se trouve une opportunité.

Chaque écart de capacité est un cas d'investissement, et chaque infrastructure non connectée est un projet en attente d'un sponsor », a-t-il déclaré.

Un secteur en pleine expansion qui manquait de visibilité

La publication de cette carte intervient alors que le secteur gazier nigérian a connu des transformations importantes au cours de la dernière décennie. De nouveaux gazoducs ont été construits, de nouvelles stations permettant de distribuer le gaz sous forme comprimée aux particuliers et aux entreprises ont été installées ainsi que de nouvelles capacités d'exportation de gaz liquéfié ont été développées. Pourtant, aucun document consolidé ne permettait jusqu'ici d'en avoir une vision d'ensemble, dans un contexte où les réserves gazières certifiées du Nigeria ont

par ailleurs augmenté. Selon la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC), les réserves gazières certifiées du pays sont passées de 202 trillions de pieds cubes en 2019 à 210,54 trillions en 2025, soit une hausse de près de 4 % en six ans. Le Nigeria détient ainsi les plus grandes réserves de gaz naturel d'Afrique, devant l'Algérie et l'Égypte. Le lancement de cette carte s'inscrit également dans le cadre de plusieurs initiatives gouvernementales, dont « Decade of Gas », initiative officielle du gouvernement nigérian, lancée pour transformer le pays en économie gazière d'ici 2030. Elle a été développée avec le soutien de partenaires privés, majoritairement locaux comme Seplat Energy, Cakasa, Nipco, Powergas, CAPSL, Mopol et Genesis Energy Group.

Agence

ALORS QUE LE PRIX DU PÉTROLE REMONTE APRÈS LA MENACE DE TRUMP

Les marchés boursiers mondiaux reculent

Les marchés boursiers sont repassés en territoire négatif après avoir oscillé entre hausses et baisses, alors que le pétrole atteignait mardi son plus haut niveau depuis un mois, après que le président Donald Trump a annoncé que les États-Unis rétablissaient leur blocus sur le transport maritime iranien et prélèveraient une taxe de 20 % sur le trafic de marchandises dans le détroit d'Ormuz.

Les contrats à terme sur le Brent LCOc1 ont grimpé de plus de 3,00 dollars le baril, leur plus haut niveau depuis la mi-juin. Les marchés boursiers européens ont ouvert en baisse, les tensions croissantes entre les États-Unis et l'Iran ayant effrayé les investisseurs, qui ont scruté les résultats trimestriels d'entreprises telles que le géant pétrolier BP et le fabricant d'équipements de télécommunications Ericsson afin d'évaluer l'impact du conflit sur la santé financière des entreprises. L'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX a reculé de 0,7 %, entraîné à la baisse par le secteur des voyages et des loisirs .SXTp , qui affichait en dernier lieu une baisse de 2,4 %. Après une séance boursière volatile en Asie, l'indice MSCI, qui regroupe l'ensemble des actions mondiales .MIWD00000PUS , est passé en territoire négatif alors que les marchés européens s'effondraient en baisse. Les marchés ont également été secoués lundi par les propos « hawkish » tenus par Christopher Waller, gouverneur de la Réserve fédérale, qui a déclaré que la banque centrale américaine pourrait devoir relever ses taux d'intérêt « à court terme » si les données montraient

que l'inflation restait bien au-dessus de l'objectif de 2 %. «Les marchés abordent cette journée de mardi à un tournant important, les investisseurs devant trouver un équilibre entre trois forces contradictoires: la recrudescence des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, le début de la saison des résultats du deuxième trimestre et les chiffres de l'inflation américaine du mois de juin», a déclaré Bruno Schneller, associé gérant chez Erlen Capital Management, basé à Zurich. « Ces événements devraient déterminer si la récente reprise va s'étendre davantage ou devenir plus sélective », a-t-il ajouté. Les chiffres de l'IPC américain doivent être publiés plus tard dans la journée de mardi, suivis des commentaires du président de la Fed, Kevin Warsh, qui présentera au Congrès le rapport semestriel de la banque centrale sur la politique monétaire. Ces données contribueront à façonner les anticipations concernant la prochaine réunion de la Fed, prévue les 28 et 29 juillet. Les marchés estiment actuellement à environ 40 % la probabilité d'une hausse des taux de 25 points de base. Le rendement des bons du Trésor américain à 2 ans, sensible aux variations des taux, s'établissait en fin de séance à 4,29 %, son plus haut niveau depuis fé-

vrier, en hausse de 2 points de base sur la journée. Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a progressé de 2 points de base, à 4,63 %.

Un commerce en pleine expansion

Les actions chinoises ont bondi en début de séance après que les données sur les exportations et les importations pour le mois de juin, publiées mardi, ont dépassé les attentes des économistes. Elles ont clôturé en hausse de 2,15 % .CSI300 . Les actions sud-coréennes .KS11 ont progressé de 0,7 %. À Taïwan, les actions ont reculé de 1,42 % sur la journée. « Les exportations et les importations chinoises ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis 2021, année marquée par la pandémie, le boom technologique soutenant la croissance sur ces deux fronts », ont écrit les analystes d'ING dans une note de recherche. Dans la nuit, les actions à Wall Street ont subi

une correction. Le S&P 500 .SPX a clôturé en baisse de 0,8 % et le Nasdaq Composite .IXIC a reculé de 1,6 %. Les contrats à terme sur le S&P 500 /ESc1 ont légèrement reculé de 0,1 % en début de séance en Europe, tandis que ceux sur le Nasdaq sont restés résilients, en hausse de 0,3 %. L'indice du dollar américain =USD , qui mesure la force du billet vert par rapport à un panier de six devises, a légèrement reculé de 0,1 % à 101,16, s'échangeant autour de ses plus hauts niveaux du mois. L'or XAU= a progressé de 0,5 % à 4 020,34 dollars. À Tokyo, le Nikkei 225 .N225 a clôturé en hausse d'environ 0,7 % après que la ministre des Finances, Satsuki Katayama, a déclaré que le Japon pourrait envisager d'ajuster la stratégie du gigantesque Fonds de pension public (GPIF) si l'environnement d'investissement venait à changer radicalement, sans donner plus de détails. Le cours du bitcoin BTC= a progressé de 0,6 % pour s'établir à 62 504,79 dollars.

Agence

BOURSE ZURICH

Vague rouge sur le SMI, le pétrole profite des tensions

La Bourse suisse a vogué en territoire négatif dans la matinée mardi, à l'instar des places européennes. En l'absence de résultats d'entreprises, la poursuite des hostilités entre l'Iran et les États-Unis autour du détroit d'Ormuz a occupé l'esprit des investisseurs. Les bourses d'Europe sont restées dans le rouge en fin de matinée, Paris cédant 0,79%, Francfort 0,60%, Londres 0,28% et Milan 0,47%. "Nous sommes à nouveau dans une période de tensions. Washington exige une redevance de 20% sur toutes les cargaisons transitant par Ormuz. C'est une mauvaise nouvelle, car elle ferait grimper les coûts de transit bien au-delà des quelque 2 millions de dollars par navire que l'Iran avait proposé de facturer", a expliqué Ipek Ozkardeska, analyste chez Swissquote. Les États-Unis ont mené une troisième nuit consécutive de frappes contre l'Iran,

avant le rétablissement prévu mardi du blocus naval des ports iraniens, même si le président américain Donald Trump suggère qu'un accord avec Téhéran est encore "possible". Les Gardiens de la Révolution iraniens ont de leur côté annoncé avoir frappé plusieurs installations à Bahreïn, dont un bâtiment hébergeant les forces américaines. Depuis le 7 juillet, les États-Unis et l'Iran s'affrontent à nouveau. Les deux pays avaient pourtant signé le 17 juin un protocole d'accord visant à mettre fin à la guerre au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février par des bombardements israélo-américains sur la République islamique. L'effet sur les hydrocarbures se faisait toujours sentir, le baril de Brent progressant de 3,31% à 86,06 dollars et le WTI de 3,10% à 80,56 dollars peu après 09h00.

Agence

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le rouge, vigilante face au conflit au Moyen-Orient

Les principales Bourses européennes sont dans le rouge en début de séance mardi, l'enlisement du conflit au Moyen-Orient et la reprise à la hausse des cours pétroliers entraînant un retour des craintes inflationnistes. À Paris, le CAC 40 perd 0,77% à 8.300,61 points vers 07h30 GMT. À Francfort, le Dax recule de 0,49% et à Londres, le FTSE 100 cède 0,35%. L'indice EuroStoxx 50 recule de

0,63%, le FTSEurofirst 300 de 0,62% et le Stoxx 600 de 0,59%. Alors que les frappes se poursuivent au Moyen-Orient, le président américain Donald Trump a toutefois déclaré ne pas écarter la possibilité d'un accord. Tandis que le blocage du détroit d'Ormuz reste de mise, le baril de Brent repasse la barre des 85 dollars, revenant ainsi à son niveau d'avant la conclusion d'un cessez-le-feu entre Washington

et Téhéran, signé le 17 juin mais mis à mal depuis. Les investisseurs restent donc sur leur garde, en attendant la publication des données sur l'inflation américaine plus tard dans la journée qui s'avèreront déterminantes afin d'évaluer les risques inflationnistes et de hausse des taux. Sensible aux anticipations concernant la politique monétaire, le rendement des obligations allemandes à deux ans at-

teint mardi son plus haut niveau depuis près de deux mois, s'établissant à 2,7811%. Aux valeurs, Ericsson plonge de près de 9% alors que le groupe suédois a annoncé mardi un résultat opérationnel supérieur aux attentes pour le deuxième trimestre, tandis que le chiffre d'affaires a reculé de 6%. À Paris, EssilorLuxottica perd environ 2,5% après que Goldman Sachs a abaissé sa recommandation sur le lunetier franco-

italien, anticipant une concurrence plus rude sur le marché des lunettes dotées d'IA et un ralentissement de la croissance au second semestre. Au niveau sectoriel, le compartiment du voyage enregistre la plus forte perte, avec un recul proche de 2% face à la situation au Moyen-Orient et à la hausse des prix des carburants.

R. I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 13 Juillet 2026
Valeur : 15 Juillet 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.9773	132.9923
1	EUR	EURO	152.0994	152.1432
1	GBP	POUND STERLING	178.2538	178.2978
100	JPY	JAPANESE YEN	82.0442	82.0737
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6109	19.6154
1	CHF	SWISS FRANC	164.5555	164.6148
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.0700	94.1005
1	DKK	DANISH KRONE	20.3479	20.3533
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7753	13.7789
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6233	13.6275
1	AED	UAE DIRHAM	36.2030	36.2091
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4172	35.4231
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.0250	432.2142
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7685	45.2184
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2400	14.2416
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7072	20.8135
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3195	3.3298
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.7894	180.7894

ALLEMAGNE

Berlin invité à réinventer son avantage industriel

La politique de neutralité de l’Allemagne en matière de technologie a coûté à ses industries un avantage concurrentiel ; par conséquent, des politiques plus audacieuses sont nécessaires pour promouvoir les technologies de spécialité.

Par Rédaction Internationale

Selon l’économiste Martin Gornig, directeur de la recherche en politique industrielle à l’Institut allemand de recherche économique (DIW), l’Allemagne et l’Europe peuvent répondre à la domination croissante de la Chine dans le secteur industriel par des technologies spécialisées, comme elles l’ont fait lors de précédentes compétitions. Il a souligné : « La solution réside toujours dans les marchés de niche, et non dans la production de masse. ». De nombreuses applications, par exemple dans le domaine de la robotique de construction, nécessitent des technologies plus spécialisées, et dans ce domaine, l’Allemagne peut à nouveau jouer un rôle de premier plan. Cependant, Gornig a déclaré aux médias

que cela exige des politiques audacieuses et une volonté de prendre des risques pour identifier et promouvoir les technologies individuelles. Il a également affirmé que l’approche dite de neutralité technologique adoptée jusqu’à présent par l’Allemagne, notamment dans le secteur automobile, ne présente aucun avantage. « La neutralité technologique entraînerait l’effondrement de l’industrie allemande car elle empêcherait tout investissement total dans une technologie particulière », a souligné l’économiste du DIW. Le concept de neutralité technologique désigne l’application de réglementations, de politiques ou de normes qui ne favorisent ni ne défavorisent aucune technologie en particulier. Du fait de cette approche, l’Allemagne a raté une occasion de croissance sur le marché automobile chinois, fortement

axé sur les véhicules électriques. Gornig a indiqué : « Auparavant, les produits allemands rencontraient le succès en Chine car les acheteurs chinois avaient l’impression qu’il s’agissait de meilleures voitures que les leurs. Désormais, ils se demandent pourquoi ils devraient dépenser plus d’argent pour des voitures allemandes de qualité inférieure. » D’après cet expert, les droits de douane sur les véhicules électriques chinois ne sauveront pas non plus les industries automobiles européenne et allemande. Il soutient que l’imposition de tels droits empêchera les entreprises allemandes d’effectuer les ajustements nécessaires et les contraindra à continuer de produire des voitures électriques de piètre qualité. Agence

SES RECETTES FISCALES ONT BONDI DE 20% GRÂCE AU BOOM DE L'IA

La Corée du Sud va réinvestir dans un “fonds d’adaptation à l’avenir”

Grâce à ses fabricants de semi-conducteurs, la Corée du Sud est l’un des grands gagnants de la course à l’intelligence artificielle. Le président Lee Jae Myung a annoncé que le budget du pays augmenterait de 10% l’an prochain. La Corée du Sud va utiliser les recettes fiscales exceptionnelles générées par les fabricants de puces pour l’intelligence artificielle (IA) comme source d’investissement stratégique, a déclaré ce lundi le

président Lee Jae Myung, évoquant une "fenêtre d’opportunité en or". La demande mondiale pour les puces mémoire avancées utilisées dans les centres de données pour l’IA a permis aux géants sud-coréens des semi-conducteurs d’enregistrer des bénéfices records cette année, stimulant ainsi la croissance économique et agitant la bourse de Séoul. Cet essor a également renforcé les revendications salariales des travailleurs, Samsung Electronics

ayant notamment évité une grève majeure en mai après avoir conclu un accord sur les bonus. "Portés par un boom sans précédent des semi-conducteurs, alimenté par la révolution de l’IA, nous nous attendons à des recettes fiscales supplémentaires d’une ampleur jamais vue auparavant", a déclaré M. Lee, lors d’une réunion de politique générale avec les membres de son gouvernement. Le gouvernement sud-coréen avait déjà indiqué qu’il prévoyait d’utiliser

les recettes fiscales excédentaires, provenant notamment des fabricants de puces Samsung Electronics et SK Hynix, pour financer des projets d’infrastructures publiques. "Ces recettes constituent une précieuse ressource nationale qui doit être investie pendant cette période décisive où se joue la course mondiale au leadership en matière d’IA", a ajouté le président sud-coréen. R I.

CHINE

Les exportations progressent de 27% en juin, plus qu’attendu

Le commerce extérieur chinois a progressé plus qu’attendu en juin, selon des données officielles publiées mardi, les exportations restant un moteur crucial pour la deuxième économie mondiale en dépit des perturbations mondiales provoquées par le conflit au Moyen-Orient. Les exportations du géant asiatique en dollars ont grimpé de 27% sur un an en juin, selon l’Administration générale des douanes, dépassant la prévision de 19% des analystes sondés par Bloomberg. Les importations chinoises

ont elles gonflé de 36% sur un an, surpassant les prévisions du sondage Bloomberg (+26,1%) et marquant une nette accélérations après une progression d’environ 27% en mai, un signe positif pour la demande intérieure. Le commerce avec les Etats-Unis connaît également une embellie : les exportations chinoises vers la première économie mondiale ont augmenté de 13,9% sur un an en juin, atteignant 43,5 milliards de dollars, précisent les douanes. Dans le même temps, les importations chinoises venant des Etats-Unis

ont, elles, augmentées de 25,8% sur un an. De quoi porter l’excédent commercial du pays avec les Etats-Unis à 28,9 milliards de dollars contre 26 milliards le mois précédent. Les relations entre Washington et Pékin se sont stabilisées depuis la visite du président américain Donald Trump à Pékin en mai, même si le déséquilibre commercial persistant demeure une source de friction entre ces deux géants économiques. APS

MALGRÉ LES DROITS DE DOUANE

La Chine approvisionne toujours plus l’Amérique

Les exportations chinoises ont grimpé de 27% sur un an en juin et de 13,9% vers les États-Unis. Elle a également enregistré un excédent commercial de 32,9 milliards de dollars avec l’UE. Le commerce extérieur chinois a progressé plus qu’attendu en juin, selon des données officielles publiées ce mardi, les exportations restant un moteur crucial pour la deuxième économie mondiale en dépit des perturbations mondiales provoquées par le conflit au Moyen-Orient. Les exportations du géant asiatique en dollars ont grimpé de 27% sur un an en juin, selon l’Administration générale des douanes, dépassant la prévision de 19% des analystes sondés par Bloomberg. Les importations chinoises ont elles

gonflé de 36% sur un an, surpassant les prévisions du sondage Bloomberg (+26,1%) et marquant une nette accélérations après une progression d’environ 27% en mai, un signe positif pour la demande intérieure. Le commerce avec les États-Unis connaît également une embellie: les exportations chinoises vers la première économie mondiale ont augmenté de 13,9% sur un an en juin, atteignant 43,5 milliards de dollars, précisent les douanes. Dans le même temps, les importations chinoises venant des États-Unis ont, elles, augmenté de 25,8% sur un an. De quoi porter l’excédent commercial du pays avec les États-Unis à 28,9 milliards de dollars contre 26 milliards le mois précédent.

126 milliards de dollars d’excédent commercial

Les relations entre Washington et Pékin se sont stabilisées depuis la visite du président américain Donald Trump à Pékin en mai, même si le déséquilibre commercial persistant demeure une source de friction entre ces deux géants économiques. La Chine est également engagée dans des différends commerciaux avec l’Union européenne (UE), avec laquelle elle a enregistré un excédent commercial de 32,9 milliards de dollars en juin, contre 30,7 milliards en mai. En juin, l’excédent commercial global de la Chine a atteint 126 milliards de dol-

lars, contre 105 milliards en mai: ce déséquilibre croissant alimente l’inquiétude des économies occidentales. En revanche, la vigueur des exportations soutient une conjoncture très précaire en Chine, à l’heure où le pays souffre toujours d’une consommation intérieure atone et d’une crise persistante du secteur immobilier. "Ce dynamisme des exportations a constitué un moteur essentiel de l’économie chinoise depuis le début de l’année: elles devraient rester soutenues au second semestre, ce qui témoigne de la compétitivité et de la résilience du secteur manufacturier chinois", observe Zhiwei Zhang, économiste de Pinpoint Asset Management Agence

CHINE
Le commerce extérieur en hausse de 16,9% au premier semestre

Le commerce extérieur de la Chine en termes de yuan a augmenté de 16,9% sur un an au cours du premier semestre de 2026, selon les données publiées mardi par l’Administration générale des douanes. La valeur totale des importations et des exportations de marchandises a atteint 25.470 milliards de yuans (environ 3.750 milliards de dollars) entre janvier et juin, dépassant pour la première fois les 25.000 milliards de yuans au cours de cette période, montrent les données. Sur ce total, les exportations se sont élevées à 14.730 milliards de yuans, en hausse de 13,4% par rapport à l’année précédente, poursuivant ainsi leur croissance pour le 11e trimestre consécutif, tandis que les importations ont atteint 10.740 milliards de yuans, en hausse de 22,1% sur un an, avec un taux de croissance supérieur de 8,7 points de pourcentage à celui des exportations, contribuant ainsi à un développement équilibré du commerce. Dans un contexte extérieur complexe et en constante évolution, le commerce extérieur de la Chine a maintenu une tendance opérationnelle positive, affichant une forte dynamique de croissance et des performances stables, selon l’administration. APS

VENEZUELA
La production pétrolière “pas affectée” par le double séisme

La production pétrolière du Venezuela, qui dispose des plus grandes réserves de la planète, n’a pas été affectée par le double séisme qui a fait plus de 4.560 morts et des milliers de disparus, a déclaré lundi la présidente par intérim Delcy Rodríguez. "La production pétrolière est déjà à 1.203.000 barils par jour. Nous maintenons le plan de croissance de la production pétrolière pour cette année. (La production) n’a pas été affectée", a affirmé Mme Rodríguez lors d’une réunion télévisée avec des opérateurs économiques. La production pétrolière se concentre à l’ouest du pays dans le lac de Maracaibo et dans l’est, dans la ceinture de l’Orénoque, alors que le tremblement de terre a touché principalement l’Etat de la Guaira et la capitale Caracas située sur la côte nord. APS

Apple pourrait sortir le produit le plus cher de son histoire en 2028

Apple finaliserait déjà sa puce M7, six mois à peine après la M6. En ligne de mire, un Mac Studio M7 Ultra gavé de 1,5 To de mémoire pour 2028.



Le calendrier d'Apple Silicon, réglé comme du papier à musique depuis la puce M1 de 2020, traverse une phase d'accélération inédite. Selon les informations de Mark Gurman pour Bloomberg, Apple aurait finalisé la conception de sa puce M7 environ six mois seulement après celle de la M6, dont les premiers produits ne sont pourtant pas attendus avant la fin de l'année. Au bout de cette course, une échéance retient l'attention : un M7 Ultra prévu pour 2028, conçu pour prendre en charge jusqu'à 1,5 To de mémoire unifiée.

Une génération M6 réduite au rôle de figurante

Résumons la feuille de route qui se dessine, au conditionnel qu'imposent des informations non confir-

mées par Apple. Les premiers Mac M6 arriveraient fin 2026, les premiers M7 dès le début de 2027, suivis des déclinaisons Pro et Max fin 2027, puis du M7 Ultra en 2028. La génération M6 ferait donc une apparition éclair, bonjour et adieu dans le même mouvement, Apple ayant déjà sacrifié les M6 Pro et Max pour précipiter l'arrivée de la suivante. La lecture de Gurman est limpide : l'IA ne se contente plus d'être une fonction des puces Apple, elle dicte désormais leur conception et leur calendrier. Le chiffre qui donne le tournis concerne la mémoire. Le M7 Ultra serait conçu pour adresser jusqu'à 1,5 To de mémoire unifiée, soit environ le double de ce que prévoit le M5 Ultra attendu cette année, et l'équivalent de 96 MacBook Air de base réunis dans une seule tour.

Bloomberg glisse toutefois une réserve de taille : Apple ne décidera de proposer, ou non, cette configuration qu'en fonction de l'état du marché des composants, la pénurie actuelle rendant les puces mémoire rares et chères.

La mémoire, nouvelle variable d'ajustement du prix

Voilà où l'histoire concerne aussi les portefeuilles plus modestes. Apple a déjà relevé fortement les tarifs de ses Mac ces dernières semaines, Tim Cook ayant lui-même jugé ces hausses inévitables à cause du coût de la RAM. Ainsi, une machine dont l'argument central est précisément une quantité de mémoire hors norme cumule les facteurs inflationnistes : le composant le plus cher du moment, en quantité jamais vue sur un Mac, sur un produit déjà positionné tout en haut de la gamme. Aucun tarif n'a filtré, et toute estimation relèverait de la spéculation, mais la mécanique des options mémoire d'Apple (facturées au prix fort en temps normal, alors que la pénurie n'existait pas) laisse peu de place au suspense sur la direction générale.

Notons que le Mac Studio actuel devra patienter : la mise à jour M5 Ultra prévue cette année, resterait cosmétique, la vraie mue étant réservée au modèle 2028, avec un possible nouveau design et un refroidissement retravaillé pour encaisser les charges d'IA locale. Deux ans d'attente pour les professionnels, deux ans de fluctuations pour le marché de la mémoire.

SMARTPHONES Les ventes mondiales s'effondrent à un niveau jamais vu depuis 13 ans



Le marché du smartphone est clairement en souffrance dernièrement. Et ce, au point d'atteindre des chiffres plus vus depuis la décennie précédente ! On le savait, le marché du smartphone n'allait pas connaître une incroyable année 2026, comme l'indiquaient ces derniers mois les analystes spécialistes du secteur. Mais la baisse, initialement surtout attendue pour la seconde partie de l'année, se fait déjà nettement sentir quand on regarde les chiffres qui viennent d'être publiés.

Les ventes de smartphones s'effondrent de -11% lors du second trimestre 2026

Les consommateurs n'ont clairement pas le goût (ou plutôt, le portefeuille), pour acheter un nouveau smartphone, si l'on en croit Counterpoint Research. Le spécialiste de l'analyse de la tech nous apprend en effet que la baisse des ventes a été spectaculaire récemment. Ces dernières ont ainsi enregistré un recul exceptionnel de -11% durant le deuxième trimestre 2026 - un trimestre qui n'a jamais été aussi bas depuis 2013 ! Évidemment, cette chute de l'activité est due à la pénurie de RAM, créée par les besoins gigantesques de l'IA, qui a fait exploser les prix des composants mémoires, et, par contrecoup, celui des smartphones.

Samsung bien à l'aise à la place de numéro 1

Mais si le marché est clairement en difficulté, surtout du côté des milieux de gamme, certains s'en sortent mieux que d'autres. C'est le cas de Samsung, qui enregistre les meilleurs chiffres de vente sur un an parmi les cinq grands constructeurs de smartphone (Samsung, Apple, Xiaomi, Oppo et Vivo). Le groupe sud-coréen est par ailleurs le numéro 1 mondial sur cette période, avec une part de marché de 24%. Derrière lui, Apple s'en sort aussi assez bien, avec une hausse de ces ventes durant ces mois difficiles qui atteint les +3%, grâce notamment à sa capacité à maintenir les mêmes prix durant cette période compliquée. La marque à la pomme croquée réussit ainsi à préserver une bonne place de numéro 2, avec une part de marché de 20%.

«Scam Altman» : la rivalité entre Elon Musk et le patron d'OpenAI tourne (encore) à la cour de récré



L'affaire des secrets industriels qui oppose Apple et OpenAI vient de déclencher un énième clash entre Sam Altman et Elon Musk. Les deux géants de la tech s'écharpent comme des ados aux yeux de tous, quitte à remettre en doute leur crédibilité...

On le sait, cette mésaventure ne date pas d'hier. Sam Altman et Elon Musk ont cofondé OpenAI ensemble en 2015, sous la forme d'une organisation à but non lucratif dédiée à une intelligence artificielle « au service de l'humanité ». Mais depuis le départ de Musk en 2018, la relation

entre les deux hommes s'est clairement tendue. À tel point qu'ils se sont affrontés au tribunal après une plainte du milliardaire, une affaire qu'il a finalement perdue. Cela ne l'a visiblement pas empêché de revenir à la charge.

Elon Musk enchaîne les tweets moqueurs

Car une nouvelle affaire vient de rallumer la mèche. Ce 10 juillet, Apple a déposé plainte contre OpenAI pour vol de secrets industriels. La marque à la pomme cible le projet d'appareil grand public conçu par OpenAI aux côtés de Jony Ive, l'ex-designer star d'Apple. Si OpenAI assure n'avoir « aucun intérêt pour les secrets industriels d'autres entreprises », cette réponse mesurée a poussé Elon Musk à réagir immédiatement. Sur son réseau social X, le patron de SpaceX a dégainé son surnom favori pour dési-

gner son rival : « Scam Altman frappe encore », a-t-il écrit, ce qui signifie littéralement « Altman l'arnaqueur ». « Il porte l'arnaque à un niveau jamais atteint », a-t-il enchaîné quelques minutes plus tard, avant de publier une photo du P.-D. G légendée « Je fais ça parce que j'aime ça ». « Par "ça", il veut dire arnaquer », a ironisé Musk dans son tweet.

Un conflit exacerbé par la rivalité dans l'IA

Plutôt que de se couler, Sam Altman a vivement réagi. « Mon pote, c'est toi qui vends aux investisseurs des data centers spatiaux à court terme », a-t-il lancé, visant directement le projet de data centers orbitaux de SpaceX. Ce à quoi Musk a rétorqué du tac au tac, faisant une annonce importante au passage : « On commence à les faire voler l'année prochaine. Peut-être que tu pourras

venir les voir si ton agent de probation te le permet », a-t-il asséné. On aurait pu croire que c'en était fini. Mais non. « Beaucoup de benchmarks suggèrent que 5.6 Sol est le meilleur modèle au monde en ce moment, mais le moyen le plus fiable de le savoir, c'est qu'Elon est à nouveau obsédé par moi », a écrit Sam Altman, en référence évidente au dernier modèle d'OpenAI. Cet échange intervient dans un climat de rivalité déjà très électrique. SpaceX a récemment bouclé une introduction en Bourse record, tandis qu'OpenAI se prépare discrètement, elle aussi, à devenir publique. De même, les deux entreprises viennent de dégaîner leurs derniers modèles d'IA générative. Malgré des enjeux financiers colossaux, la rivalité entre les deux hommes continue donc de se jouer, aussi, à coups de punchlines sur les réseaux sociaux... La maturité à son paroxysme.

Le Nissan Tekton est conçu pour ne pas ressembler au Dacia Duster, mais c'est difficile

La pratique n'est pas nouvelle : Nissan proposait déjà depuis longtemps des Dacia rebadgées sur les marchés où la clientèle ne connaissait pas Dacia. Mais elle continue maintenant que les relations entre le constructeur japonais et le groupe Renault, propriétaire de Dacia, ont changé.

Si vous voyagez souvent hors d'Europe, vous avez certainement déjà croisé des véhicules de Dacia arborant un badge Nissan (ou Renault). Dans certains marchés loin du Vieux Continent, l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi avait l'habitude de proposer des véhicules « rebadgés » là où la marque Dacia n'existait pas (Amérique du Sud, Russie, Moyen-Orient...). L'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi n'est plus, mais ces pratiques de « badge engineering » continuent : vous avez sous les yeux le nouveau Nissan Tekton, un SUV urbain (presque compact) dont la silhouette vous sera sans doute familière. Car oui, ce nouveau modèle est tout simplement un Dacia Duster de troisième génération à peine maquillé. Il s'en distingue du mieux qu'il peut avec une face avant redessinée, mais le reste des éléments extérieurs demeure quasiment identique à ceux du SUV star du marché européen.

Un Duster pour l'Inde, mais pas un Renault Duster

Reprenant la plateforme CMF-B dans une version quasiment identique à celle de « notre » Dacia Duster de troisième génération, ce Tekton sera assemblé dans une usine à Chennai en Inde. Il se



destine prioritairement à cet énorme marché automobile, mais pas que : il sera également exporté vers 50 pays du globe, situés au Moyen-Orient mais aussi en Afrique.

A noter que sur son principal marché indien, il entrera en concurrence avec un autre cousin du Dacia Duster lui aussi conçu pour plaire à la clientèle locale : le Renault Duster, récemment dévoilé. Et attention, on ne parle pas de cet autre Renault Duster développé pour d'autres marchés. Ah, ça commence à faire beaucoup de Duster dans le monde tout ça !

Moins de 10 000€

En Inde, le Nissan Tekton laissera le choix entre plusieurs moteurs essence turbo sans hybridation : un bloc 1,0 litre de 100 chevaux et un bloc de 1,3 litre développant 160 chevaux, soit plus que notre Duster européen. Précisons que ces moteurs-là répondent aux normes locales plutôt que celles en vigueur au sein de l'Union européenne, avec des critères de pollution très différents des nôtres.

Le prix de base du Nissan Tekton se limitera à 1,04 million de Roupies, soit un peu moins de 10 000€.

Pourquoi Mercedes a volontairement limité l'autonomie de sa CLA électrique

La toute nouvelle et surpuissante Mercedes-AMG CLA 45 de 680 chevaux possède d'énormes batteries de 94 kWh. Mais pas les versions « sages », pourtant équipées du même châssis. Alors, pourquoi n'ont-elles pas droit à ces gros accumulateurs qui permettraient d'augmenter encore l'autonomie maximale ? Parce qu'elle n'est pas toute seule dans la gamme, cette CLA...

Pourquoi Mercedes a volontairement limité l'autonomie de sa CLA électrique

Trois moteurs à flux axial de la dernière génération, 680 chevaux en puissance maximale cumulée et moins de trois secondes pour passer de 0 à 100 km/h. Voilà les chiffres très impressionnants de la nouvelle Mercedes-AMG CLA 45, passant à la technologie 100 % électrique alors que l'ancienne mouture préférait un quatre cylindres turbo 2,0 litres de 421 chevaux. Cette dernière était déjà la compacte à quatre portes la plus puissante du monde, le nouveau modèle fait encore plus fort et se porte à hauteur des machines ultrasportives du segment supé-

rieur ! Cette nouvelle Cla 45 électrique possède aussi des batteries de 94 kWh, d'une capacité identique à celles des grandes Classe C et GLC électriques. Grâce à cette capacité importante, elle revendique une autonomie maximale WLTP de 670 kilomètres en version berline et de 640 kilomètres en break.

Et les autres CLA, alors ?

Comme l'ont remarqué les journalistes de Frandroid, cette nouvelle CLA 45 possède ainsi l'exclusivité sur des batteries de cette taille dans la gamme du modèle : les CLA « gentilles », elles, laissent le choix entre des accumulateurs de 58 ou 85 kWh de capacité nette, avec une autonomie maximale pouvant atteindre 792 kilomètres WLTP dans sa configuration la moins énergivore et la mieux dotée en cellules. Sachant que cette CLA « normale » possède des pneus moins larges et un aérodynamisme plus fin que la version AMG, elle pourrait gagner encore en autonomie maximale si Mercedes lui donnait accès aux batteries de 94 kWh comme sa déclinaison ultra-sportive.



Le problème, c'est l'existence de la Classe C...

Mais la CLA n'est pas la seule berline électrique dans la gamme de Mercedes : la toute nouvelle Classe C, elle aussi équipée de ces batteries de 94 kWh, revendique 754 kilomètres d'autonomie WLTP dans sa configuration de pointe. Sur le papier, une CLA dotée des mêmes batteries surclasserait cette dernière au registre de l'autonomie maximale, ce qui n'était sans doute pas envisageable pour les responsables marketing du constructeur allemand sa-

chant que la CLA coûte moins cher et doit donc « en offrir moins ». Avec 94 kWh, la CLA propulsion aurait sans doute pu flirter avec les 908 kilomètres WLTP revendiqués par la BMW i3 du segment supérieur. Et finalement, on se demande si Mercedes n'aurait pas dû prévoir des batteries encore plus grosses sur ses Classe C et GLC : en face, BMW a installé de monstrueux accumulateurs de 108 kWh dans ses i3 et iX3. Ce qui leur permet de revendiquer de meilleures autonomies maximales que les produits concurrents de la marque à l'hélice.

l'expo Icons of the '90s à Autoworld

Du 8 juillet au 6 septembre 2026, Autoworld vous plonge dans les années 90. Une décennie marquée par MTV, les téléphones portables, les jeux vidéo et surtout : des voitures de caractère. Les années 1990 sont de retour, même si elles n'avaient jamais vraiment disparu. Avec l'exposition Icons of the '90s, Autoworld rend hommage à une décennie durant laquelle la culture populaire, la technologie et les modes de vie ont évolué à toute vitesse. Une période au cours de laquelle l'industrie automobile a également produit toute une série de modèles aujourd'hui devenus iconiques. Voici ce qu'il faut savoir.

Une plongée nostalgique dans les années 1990

MTV, le grunge, le hip-hop, les jeux vidéo, les premiers téléphones portables et l'essor d'internet : les années 1990 avaient un rythme bien à elles. Autoworld utilise cette atmosphère immédiatement reconnaissable comme décor d'une exposition dans laquelle l'automobile occupe le premier rôle. Elle n'y est pas seulement présentée comme un moyen de transport, mais aussi comme un véritable élément de la culture populaire.

De la citadine compacte à la supercar

L'exposition montre à quel point l'univers automobile des années 1990 était varié. Citadines compactes, cabriolets, roadsters, bombinettes, berlines sportives, voitures de sport japonaises, modèles familiaux pratiques et supercars spectaculaires y trouvent tous leur place. De la Renault Twingo et de la BMW Z1 à la Nissan Skyline GT-R, en passant par la Mercedes 190E 2.5-16 Evo 2, la Lamborghini Diablo et l'Alfa Romeo SZ, la sélection ne se limite donc pas aux voitures de rêve. Elle met également en lumière les modèles qui ont façonné le paysage automobile de l'époque.

Également des cyclomoteurs et des motos

Icons of the '90s ne se limite pas aux véhicules à quatre roues. Une quinzaine de motos mettent en avant le renouveau de marques européennes telles que Ducati, BMW et Triumph. Les cyclomoteurs que l'on retrouvait autrefois devant chaque école secondaire sont également de la partie. L'exposition se tient du 8 juillet au 6 septembre à Autoworld Bruxelles.

Mots fléchés

SPORT DE GLACE BALLADE SPORTIVE	↓	CONTRAT DE TRAVAIL MAUVAIS	↓	PÉRIODE SOUSTRAIT	↓	SPORT TRANQUILLE A VU LE JOUR	↓	OBTENUE
→		↓		↓		↓		↓
ABRI OUTIL D'ALPINISTE	→				BOUCLIER CHAUSSURE DE PLAGE	→		
→			CONJONCTION TABLETTE	→	↓	INTERJECTION AVEN	→	
CONTESTE DESCENTE DE RAPIDES	→		↓	VOLAILLE TERRE OCÉANE	→	↓		SPORT DE MONTAGNE
→				↓			GRECQUE	↓
L'OR BLANC		PLANTES MARINES EXERCE UNE ACTION	→				↓	
→		↓			LE RESTE	→		
TERREURS	NÉGATION DISCIPLINE DE SKI	→		SAISON À LA MONTAGNE	↓	ARROSE SAINT-OMER CONDITION	→	
→	↓					↓	PETITE SAINTE	
FUSE DANS L'ARÈNE NATIONS UNIES	→			AUTORISATION DE SÉJOUR NOTE	→		↓	
→			MOITIÉ DE DEMI	→		COURS À LA FAC	→	
SUBMERGÉE	→							

PÉTROLE

Le Brent à 86,67 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient, mardi, en hausse en raison d'un regain de tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 4,05% à 86,67 dollars. Le prix de son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en août, montait de 2,98% à 80,47 dollars.



ACCIDENT DE LA ROUTE
37 morts et 1830
blessés en une semaine

Trente-sept (37) personnes sont décédées et 1830 autres ont été blessées dans 1543 accidents de la route survenus durant la période allant du 5 au 11 juillet en cours dans plusieurs wilayas, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Skikda avec 4 morts et 48 blessés dans 34 accidents de la circulation, précise la même source. En outre, les unités de Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 4418 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (248 incendies), Sétif (227) et Blida (187). Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages a effectué 6030 interventions, ce qui a permis de sauver 4908 personnes, de prodiguer des soins de première urgence à 1550 autres et d'évacuer 285 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute la même source, déplorant toutefois 12 décès par noyade en mer et 4 autres dans des réserves d'eau. Pour ce qui est du dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte, la Protection civile est intervenue pour l'extinction de 736 incendies de couvert végétal dans plusieurs wilayas. S'agissant des opérations diverses, 7779 interventions ont été effectuées durant la même période pour le sauvetage de 478 personnes en situation de danger et l'exécution de 6681 opérations diverses d'assistance.

ENVIRONNEMENT
L'ONU fournira 100
millions de dollars pour
des mesures préventives
contre El Nino

L'agence des Nations unies aux affaires humanitaires (OCHA) a annoncé lundi qu'elle se préparait à déboursier jusqu'à 100 millions de dollars provenant d'un fonds dédié exclusivement aux situations d'urgence afin de renforcer les actions préventives face au puissant phénomène El Nino qui approche. "Pour appuyer cette réponse, nous planifions, tirons les leçons du passé, innovons et coordonnons la communauté humanitaire. Nos préparatifs reposent sur des prévisions plus élaborées", a annoncé Tom Fletcher, Secrétaire général adjoint de l'OCHA. Le précédent épisode El Nino, entre 2023 et 2024, a laissé des dizaines de millions de personnes dans le besoin en nourriture, en nutrition, en eau, en assainissement, en soins de santé, en soutien agricole et en protection, a-t-il rappelé. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a confirmé qu'El Niño évoluera rapidement dans les prochains mois vers un épisode intense, augmentant ainsi la probabilité de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles. Si le phénomène El Nino d'il y a deux ans était puissant, celui-ci pourrait être encore pire, selon les scientifiques. Fletcher a indiqué que cette nouvelle menace climatique survient dans un contexte de conflits généralisés et d'augmentation du nombre de personnes déplacées, tandis que la hausse du coût du carburant, des engrais et des denrées alimentaires rend la vie plus difficile pour les familles les plus pauvres.

ANP, DGF, PROTECTION CIVILE...

Mobilisation totale pour lutter contre
les feux de forêt

Par S. R.

Face aux incendies qui touchent plusieurs wilayas du pays, les pouvoirs publics ont renforcé leur dispositif d'intervention à travers une mobilisation coordonnée de l'ensemble des acteurs concernés. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, l'Armée nationale populaire (ANP), la Protection civile, la Direction générale des forêts (DGF) ainsi que les collectivités locales sont engagés sur le terrain pour contenir la propagation des flammes et protéger les populations ainsi que le patrimoine forestier. Sous le suivi direct du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, d'importants moyens humains, matériels, logistiques et aériens ont été mobilisés afin d'assurer une intervention rapide dans les zones touchées. Les opérations d'extinction se poursuivent dans plusieurs wilayas affectées par des feux de forêts, de broussailles, de maquis et de ré-

coltes, dans le cadre d'une coordination renforcée entre les différents services mobilisés. Le dispositif déployé comprend notamment les colonnes mobiles de la Protection civile, des camions anti-incendie, des équipes spécialisées, ainsi qu'une flotte aérienne composée d'avions bombardiers d'eau et d'hélicoptères. Les différents corps de sécurité, l'ANP, la DGF et les collectivités locales participent également aux opérations afin de limiter l'extension des foyers et accélérer leur maîtrise. Dans ce cadre, les unités de l'Armée nationale populaire relevant de la 5e Région militaire interviennent aux côtés des équipes de la Protection civile et des services forestiers dans les wilayas de Mila, Béjaïa et Sétif, touchées par des incendies ayant affecté des espaces forestiers. Les détachements de l'ANP contribuent aux efforts d'extinction et apportent leur soutien aux citoyens sinistrés, ce qui a permis de contribuer à réduire l'ampleur des incendies et à contenir la progression des flammes. Sur le terrain, les walis se sont déplacés

vers les zones sinistrées afin de superviser les opérations d'intervention, suivre l'application des plans d'extinction et assurer la coordination entre les différents intervenants. Le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, s'est également rendu dans les wilayas de Béjaïa et de Sétif pour suivre l'évolution des opérations et évaluer le dispositif mis en place. La Protection civile a mobilisé l'ensemble de ses capacités opérationnelles dans le cadre d'une stratégie d'intervention intégrée, reposant sur la présence des équipes spécialisées, le déploiement des moyens terrestres et l'appui des moyens aériens. Cette organisation vise à protéger les vies humaines, les biens et les ressources forestières. Les opérations d'extinction se poursuivent à un rythme soutenu jusqu'à la maîtrise complète des différents foyers. Les autorités maintiennent un état de vigilance et de mobilisation afin d'assurer une réponse efficace face aux risques d'incendies et de préserver le couvert forestier national.

MONNAIES

Le dollar recule face aux autres devises

Le dollar était, mardi, en baisse face aux autres devises, dans un marché prudent notamment avant la publication de l'indice de l'inflation aux Etats-Unis. Durant la matinée, le billet vert perdait 0,14% face à la monnaie

européenne, à 1,1397 dollar pour un euro. Le Dollar index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, lâchait aussi 0,14%, à 101,094 points, après avoir avancé de 0,2% lundi.

Les cours du pétrole brut, dont les prix sont libellés en dollar, qui se sont envolés jusqu'à plus de 10% lundi, continuent de grimper mardi. Ce regain de tension sur le marché de l'énergie présage, selon des observateurs, une envolée de l'inflation.

En attendant, l'indice des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis pour juin est escompté mardi en repli, à 3,8% sur un an, selon le consensus des analystes contre 4,2% en mai.

APS

SELON LE VICE-PRÉSIDENT DE LA BAD

L'Afrique jouera un rôle clé dans le futur ordre
économique mondial

L'Afrique jouera un rôle clé dans le futur ordre économique mondial, a déclaré Kevin Chika Urama, économiste en chef et vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), dans une interview exclusive accordée récemment à l'Agence chinoise "Xinhua" en marge de la Conférence économique africaine 2026 à Abidjan. M. Urama a indiqué qu'à mesure que l'ordre économique mondial évoluait vers la multipolarité, l'Afrique, forte de ses abondantes ressources naturelles, de son potentiel démographique et de ses atouts en matière de développement, jouerait un rôle de plus en plus important dans la gouvernance économique mondiale. Selon lui, la multipolarité offre davantage de possibilités aux pays de participer à la gouvernance mondiale. "La manière dont je perçois l'évolution de l'ordre économique mondial est celle d'un monde plus pluriel, dans lequel davantage de pays sont à la table

des discussions et où nous aurons des options plus inclusives et plus nombreuses pour que les pays puissent choisir leurs partenariats, leurs relations commerciales et d'autres formes de coopération", a-t-il déclaré. Evoquant le rôle de l'Afrique dans ce processus, M. Urama a indiqué que la présence des économies émergentes et des pays en développement contribuait à la multipolarisation de l'ordre économique mondial. "C'est pourquoi (...) le Groupe de la Banque africaine de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et l'OCDE ont appelé les économistes et les acteurs mondiaux des politiques publiques à discuter de la manière dont l'Afrique doit s'engager afin de renforcer sa propre capacité d'action géopolitique dans cet ordre économique mondial en mutation", a-t-il dit. M. Urama a indiqué que les vastes ressources foncières, mi-

nières et le potentiel énergétique de l'Afrique conféraient au continent une voix importante dans la construction de l'économie mondiale future. "L'Afrique abrite entre 60% et 65% des terres arables restantes dans le monde. Cela signifie que, quel que soit l'ordre économique mondial qui émergera, l'Afrique déterminera en grande partie l'avenir de la durabilité alimentaire, de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire dans le monde", a-t-il déclaré. Il a ajouté que les importantes ressources naturelles de l'Afrique conféraient également au continent une valeur stratégique dans la transformation des industries mondiales. "L'Afrique possède plus de 30% des réserves mondiales de minerais. Ainsi, quelle que soit l'évolution de la question des minerais dans le nouvel ordre mondial, l'Afrique aura une voix importante grâce à ses dotations en ressources naturelles", a-t-il déclaré.

R E.